



Lotterie- und Wettkommission
Commission des loteries et paris
Commissione delle lotterie e delle scommesse
Swiss Lottery and Betting Board

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par les cantons durant l'année de contribution 2014

Rapport de la Comlot à l'intention de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM)

Berne, le 5 octobre 2015

Commission des loteries et paris
Schauplatzgasse 9
CH-3011 Berne
Téléphone +41 31 313 13 03
Fax +41 31 313 13 00
info@comlot.ch

Résumé

Les entreprises de loteries et paris sont tenues de verser aux cantons chaque année une taxe sur la dépendance aux jeux en vertu de l'art. 18 de la Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP). La CDCM a chargé la Comlot de rédiger à partir de 2015 un rapport annuel sur l'utilisation de ladite taxe dans les cantons. La coordination par la Comlot de la rédaction du rapport ne diminue en rien la responsabilité des cantons en la matière, lesquels doivent garantir une utilisation conforme au droit de la taxe sur la dépendance au jeu.

La Comlot se réjouit du fait que les cantons ont pu lui fournir facilement des informations sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu, en particulier sur le montant des fonds effectivement utilisés en 2014, le montant des contributions versées aux prestataires et la nature des mesures engagées.

En 2014, les cantons alémaniques et le Tessin ont utilisé au total 97,3 % de la taxe sur la dépendance au jeu de 2013. Cette proportion atteint 85,4 % en Suisse romande. Le taux d'utilisation des fonds varie toutefois fortement d'un canton à l'autre. S'agissant de l'utilisation de la taxe par catégorie de prestations, on constate globalement que la majeure partie des fonds a été attribuée aux domaines Prévention et détection précoce, dont les mesures ont été soutenues par la totalité des cantons, et Conseil et traitement, dont l'offre a été financée par 21 cantons. La taxe a servi plus rarement à financer des projets de recherche et d'évaluation, ainsi que de formation et de perfectionnement. Le rapport révèle en outre que les fonds issus de la taxe ont certes été majoritairement affectés à la dépendance aux jeux de hasard, mais ont été également utilisés, dans une moindre mesure, pour lutter contre des addictions connexes, telles que la cyberdépendance.

L'année de contribution 2014 étant la première à faire l'objet d'un rapport sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu, la Comlot étudiera sur la base des expériences réalisées cette première année dans quelle mesure et sur quels points le rapport mérite encore d'être précisé ou modifié. Elle se penchera ainsi de près sur les propositions de la CDCM. Sauf avis contraire de cette dernière, le rapport 2015 reprendra dans les grandes lignes les principes et le degré de précision appliqués à l'année de contribution 2014.

Table des matières

A) Contexte	5
Remarques préliminaires	5
B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2014 (base 2013)	7
Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu.....	7
Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations	7
Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves	9
Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »).....	9
Coopération intercantonale en matière de prévention	10
Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la prévention de la dépendance aux jeux de hasard en 2014	10
Conclusions et perspectives après la première utilisation de nouvel outil.....	11
C) Rapports des cantons	14
Kanton Aargau.....	15
Kanton Appenzell Ausserrhoden.....	17
Kanton Appenzell Innerrhoden.....	19
Kanton Basel-Landschaft.....	21
Kanton Basel-Stadt.....	23
Kanton Bern.....	25
Canton de Fribourg.....	27
Canton de Genève.....	29
Kanton Glarus.....	31
Kanton Graubünden.....	33
Canton du Jura	35
Kanton Luzern	37
Canton de Neuchâtel	39
Kanton Nidwalden.....	41
Kanton Obwalden	43
Kanton Schaffhausen.....	45
Kanton Schwyz.....	47
Kanton Solothurn	49
Kanton St. Gallen.....	51
Kanton Thurgau.....	53
Cantone Ticino.....	55
Kanton Uri.....	57

Canton du Valais	59
Canton de Vaud.....	61
Kanton Zug	63
Kanton Zürich	65
Annexe	67

A) Contexte

Remarques préliminaires

La CILP¹ a pour but l'application uniforme et coordonnée du droit des loteries, l'affectation transparente des bénéfices des loteries et paris sur le territoire des cantons signataires, et en particulier la protection de la population contre des effets socialement nuisibles de loteries et paris (art. 2 CILP). En marge d'autres bases juridiques visant une protection efficace de la population, l'art. 18 CILP crée les conditions garantissant le financement des mesures de prévention de la dépendance au jeu dans les cantons.

Concrètement, la CILP oblige, au titre de la taxe sur la dépendance au jeu :

- les deux sociétés intercantionales de loterie que sont Swisslos et la Loterie Romande à verser chaque année aux cantons une taxe sur la dépendance au jeu. Celle-ci correspond à 0,5 % du revenu brut des jeux (RBJ) réalisé avec les offres des sociétés de loterie au cours d'une année sur les territoires cantonaux (art. 18, al. 1, CILP). Depuis l'entrée en vigueur de la CILP en 2006, environ CHF 33,7 millions ont été mis à la disposition des cantons durant les années de contribution 2007 à 2014 pour la prévention et la lutte contre la dépendance au jeu ;
- les cantons à affecter le produit de ladite taxe à la prévention et à la lutte contre la dépendance au jeu. Les cantons sont notamment encouragés à collaborer afin de mettre en œuvre des mesures préventives (art. 18, al. 2, CILP).

Grâce aussi aux ressources dégagées par cette taxe, la Suisse dispose aujourd'hui d'un système d'organismes et de services spécialisés qui se consacrent à la problématique du jeu excessif, réalisent des projets de prévention et fournissent des prestations spécifiques. Sur recommandation de la Comlot, la CDCM a commandé en 2012 une évaluation complète de l'utilisation (inter)cantonale des fonds afin d'obtenir une vue d'ensemble des mesures mises en œuvre dans les cantons au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu, et de pouvoir en tirer des conclusions quant aux conséquences de ladite taxe depuis son introduction en 2006. Parmi les principaux enseignements de ce projet d'évaluation figure en particulier le besoin d'élaborer des rapports réguliers et uniformisés sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu². C'est pourquoi la CDCM a décidé de demander aux cantons un rapport annuel sur ce sujet à partir de l'année de contribution 2014. Le but est de documenter l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu de manière efficace, cohérente et systématique. De plus, il s'agit de garantir la transparence de l'affectation des fonds aux niveaux cantonal et intercantonal et d'améliorer le suivi de cette dernière parmi les acteurs du domaine et en faveur des tiers intéressés. En outre, la collecte de données de base doit faciliter la prise de décisions et l'engagement de mesures futures en rapport avec l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu. Enfin, les rapports permettront d'apprécier les efforts des cantons et des autres prestataires en matière de prévention et de traitement de la dépendance au jeu.

¹ Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse, du 7 janvier 2005.

² INFRAS 2013 : Evaluation de la taxe sur la dépendance au jeu : inventaire, T. von Stokar, R. Zandonella, S. Schwab Cammarano, étude commandée par la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries CDCM, Zurich, 8 mai 2013.

La CDCM a chargé la Comlot de coordonner le processus d'élaboration des rapports et de rédiger, à partir de 2015, un rapport de synthèse à l'intention de la CDCM sur l'utilisation de ladite taxe aux niveaux cantonal et intercantonal. Le présent rapport des cantons sur l'utilisation des fonds au cours de l'année de contribution 2014 répond à ce mandat pour la première fois. Un concept de rapports a été élaboré en collaboration avec des représentants de la Conférence des délégués cantonaux aux problèmes des addictions (CDCA) et d'autres spécialistes de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu. Tous les responsables cantonaux ont recensé, pour l'année 2014, les montants affectés issus de ladite taxe au moyen de l'outil mis à leur disposition par la Comlot.

B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2014 (base 2013)

Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu

Durant l'année de contribution 2014, Swisslos et la Loterie Romande ont versé aux cantons de leur territoire contractuel un montant de quelque CHF 4,6 millions issus de la taxe sur la dépendance au jeu 2013. Pour la première fois, les représentants cantonaux ont présenté en détail les projets et prestations financés par la taxe.

Sur la base du revenu brut des jeux réalisé en 2013, Swisslos a transféré aux cantons alémaniques et au Tessin un total de CHF 2 672 705,00 au titre de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2014, ces 20 cantons ont affecté CHF 2 599 788,00 à diverses prestations relevant de la prévention de la dépendance au jeu. La différence, soit CHF 72 917,00, a alimenté les fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2014, les cantons alémaniques et le Tessin ont ainsi dépensé 97,3 % de la taxe sur la dépendance au jeu de 2013 qu'ils ont reçue.

Du côté de la Loterie Romande, la part de la taxe sur la dépendance au jeu 2013 attribuée aux six cantons romands s'est montée à CHF 1 888 676,00. Ceux-ci ont affecté CHF 1 612 393,00 à la prévention de la dépendance au jeu. La différence entre la somme versée et les montants utilisés atteint ainsi CHF 276 283,00. Ici aussi, les sommes non utilisées ont été versées aux fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu. Globalement, les cantons romands ont dépensé 85,4 % de la taxe sur la dépendance au jeu qu'ils ont reçue.

En ce qui concerne l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu 2013, on peut dire en résumé qu'au niveau national, les réserves de fonds ont augmenté dans treize cantons et, partant, que la totalité des sommes disponibles n'y a pas été utilisée. Dans neuf cantons, les réserves ont diminué ; en 2014, les sommes dépensées y ont donc dépassé la part reçue de la taxe sur la dépendance au jeu. Le solde des fonds n'a pas varié dans quatre cantons, c'est-à-dire qu'en 2014, ceux-ci ont dépensé précisément la part de la taxe qui leur avait été versée.

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations

Cinq catégories de prestations ont été définies lors de la conception du rapport : prévention et détection précoce, conseil et traitement, recherche et évaluation, formation et perfectionnement, autre. L'annexe contient des explications détaillées et des exemples concernant les différentes catégories.

Les paragraphes ci-après indiquent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu 2013 par catégorie de prestations, tous cantons confondus.

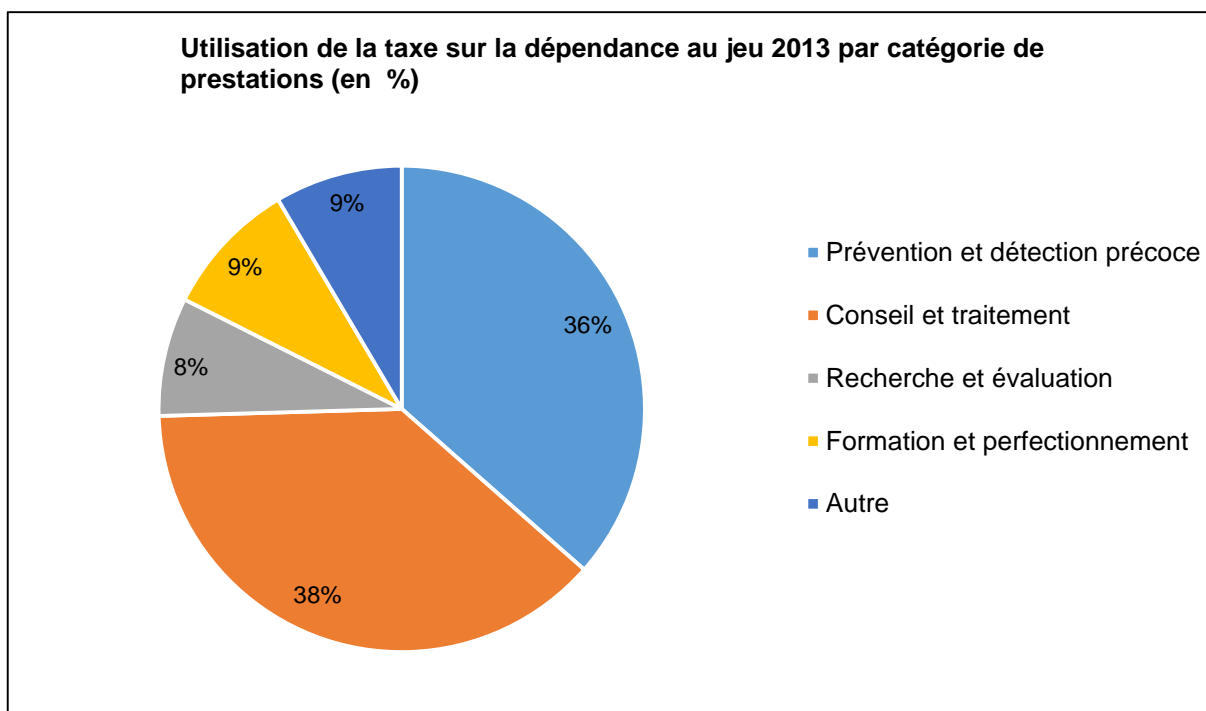
Les prestations de conseil et traitement figurent au premier rang du classement de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu ; 38 % (soit CHF 1 598 389,00) des fonds issus de la taxe ont en effet été affectés à ce but en 2014. La prévention et la détection pré-

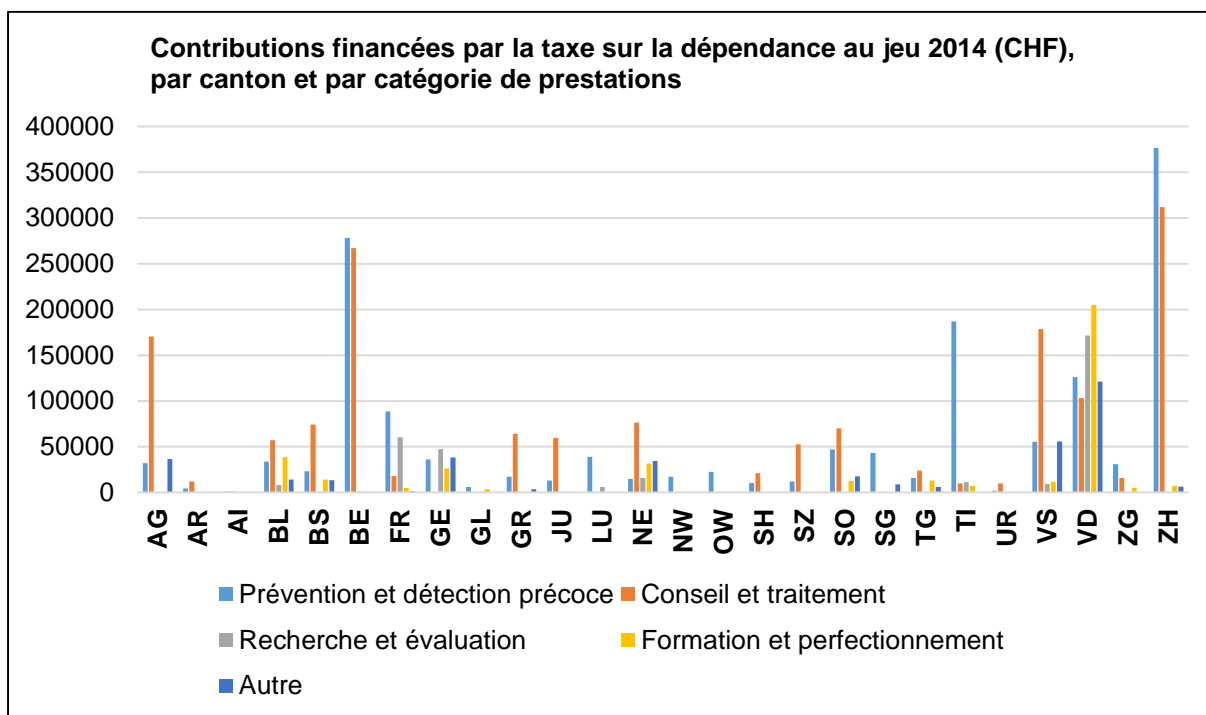
coce arrivent juste derrière, avec 36 % (CHF 1 532 947,00). Les autres catégories représentent une faible proportion en comparaison : 9 % de la taxe ont respectivement servi à financer des prestations relevant des catégories Formation et perfectionnement et Autre ; 8 % ont été affectés à la recherche et à l'évaluation. Le rapport 2014 étant le premier, on ne peut émettre aucun commentaire sur l'évolution de l'utilisation des fonds dans les différentes catégories. Il faudra attendre l'année prochaine pour se prononcer sur d'éventuelles évolutions ou tendances.

L'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations varie fortement entre les cantons :

- prévention et détection précoce : moyenne 36 %, valeur maximale 100 %, valeur minimale 9 % ;
- conseil et traitement : moyenne 38 %, valeur maximale 87 %, valeur minimale 0 % ;
- recherche et évaluation : moyenne 8 %, valeur maximale 35 %, valeur minimale 0 % ;
- formation et perfectionnement : moyenne 9 %, valeur maximale 39 %, valeur minimale 0 % ;
- autre : Moyenne 9 %, valeur maximale 26 %, valeur minimale 0 %.

Au demeurant, il ressort de l'enquête que les cantons n'ont pas tous affecté les fonds aux différentes catégories de la même manière. Certains ont cité exclusivement la catégorie Prévention et détection précoce alors qu'il ressort du contexte global qu'il aurait été probablement plus correct d'inscrire les fonds sous une autre catégorie.





Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves

Le solde des fonds correspond aux réserves constituées avec les montants issus de la taxe sur la dépendance au jeu.

Fin 2014, les réserves des fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu atteignaient CHF 10 658 948,00. Ce chiffre équivaut à 233,7 % du total de la taxe sur la dépendance au jeu versée en 2013. Dans 16 cantons, le solde du fonds dépassait, fin 2014, le double de la taxe qui leur a été versée en 2013.

Précisons toutefois que les fonds cantonaux ne sont pas alimentés uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu, mais aussi, par exemple, par les budgets cantonaux. Dans certains cantons par ailleurs, les fonds ne servent pas seulement à lutter contre la dépendance au jeu, mais ont une visée plus large (p. ex. prophylaxie des addictions et promotion de la santé en général). Cela ne change rien cependant au fait que les ressources issues de la taxe sur la dépendance au jeu doivent être affectées aux buts définis.

Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »)

Par contribution d'exploitation, on entend les montants servant, par exemple, à couvrir les frais généraux d'exploitation ou à soutenir plusieurs projets. La contribution à un projet sert, pour sa part, à financer un projet déterminé.

Sur l'ensemble des cantons, il a été indiqué à 51 reprises qu'un montant issu de la taxe sur la dépendance au jeu avait servi de contribution d'exploitation. 48 contributions ont été déclarées en tant que contributions à un projet. La répartition entre les deux types de contributions est donc relativement équilibrée.

Coopération intercantonale en matière de prévention

La plupart des cantons ont adhéré à une association intercantonale et participé, en 2014, à un programme commun de prévention du jeu excessif. 22 des 26 cantons appartiennent à l'une des trois associations existantes en Suisse du Nord-Ouest et du Centre, en Suisse orientale et en Suisse occidentale³. Quatre cantons n'ont pris part à aucun programme intercantonal en 2014. Les efforts en matière de coopération sont positifs. Il serait cependant judicieux que tous les cantons participent à la coopération intercantonale au sein de leur région linguistique.

Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la prévention de la dépendance aux jeux de hasard en 2014

Le rapport « Evaluation de la taxe sur la dépendance au jeu : inventaire »⁴ du 8 mai 2013 commandé par la CDCM a révélé que les cantons n'interprétaient pas tous de la même manière la finalité de la taxe sur la dépendance au jeu, et que certains points méritaient donc d'être précisés. A l'occasion de son assemblée plénière du 24 novembre 2014, la CDCM a donc élaboré des directives concernant l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu et décidé de recommander aux cantons leur application immédiate⁵. Ces directives énoncent tout d'abord le principe selon lequel la taxe sur la dépendance au jeu doit être exclusivement utilisée en lien avec la dépendance aux jeux de hasard, c'est-à-dire avec la dépendance aux loteries, paris, jeux de casino et jeux d'adresse qui supposent une mise d'argent. Dès lors, la taxe sur la dépendance au jeu ne peut pas servir à financer des mesures de prévention ou de lutte contre d'autres formes de dépendance, ni contre d'autres troubles psychiques ou maladies physiques. Concrètement, la taxe sur la dépendance au jeu doit être utilisée pour les mesures nécessaires à la réalisation d'une prévention et d'une lutte efficaces et globales contre la dépendance aux jeux de hasard. Les directives disposent en outre que les cantons peuvent utiliser, à certaines conditions, un maximum de 20 % par an des fonds provenant de la taxe sur la dépendance au jeu au titre de contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou traitant plusieurs formes d'addiction, ou au titre de cofinancement de mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard.

Un total de 17 cantons a indiqué avoir affecté sa part de la taxe sur la dépendance au jeu 2013 à des fins exclusives de lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. Neuf ont investi un certain montant dans des activités qui ne relevaient pas (ou pas exclusivement) de la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. Ces dépenses consistaient plus spécifiquement en des contributions structurelles (cofinancement d'un service de consultation, affectation citée à deux reprises), et en une enquête sur la santé dans les écoles (affectation citée une fois). De plus, six représentants cantonaux ont signalé avoir attribué des ressources à la lutte contre la dépendance au jeu en général (cyberdépendance, jeux en ligne, nouveaux médias, etc.). Il est réjouissant de constater que la plupart des cantons ont reconnu spontanément et correctement que le phénomène de la cyberdépendance, entre autres, ne coïncide pas tout à fait avec celui de la dépendance aux jeux de hasard. Malgré quelques problèmes de classification que l'on rencontre manifestement de temps à autre dans la pra-

³ Le Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) en Suisse romande, le Kooperationsmodell Spielsuchtprävention Nordwest- und Innenschweiz et l'Ostschweizer Verbund.

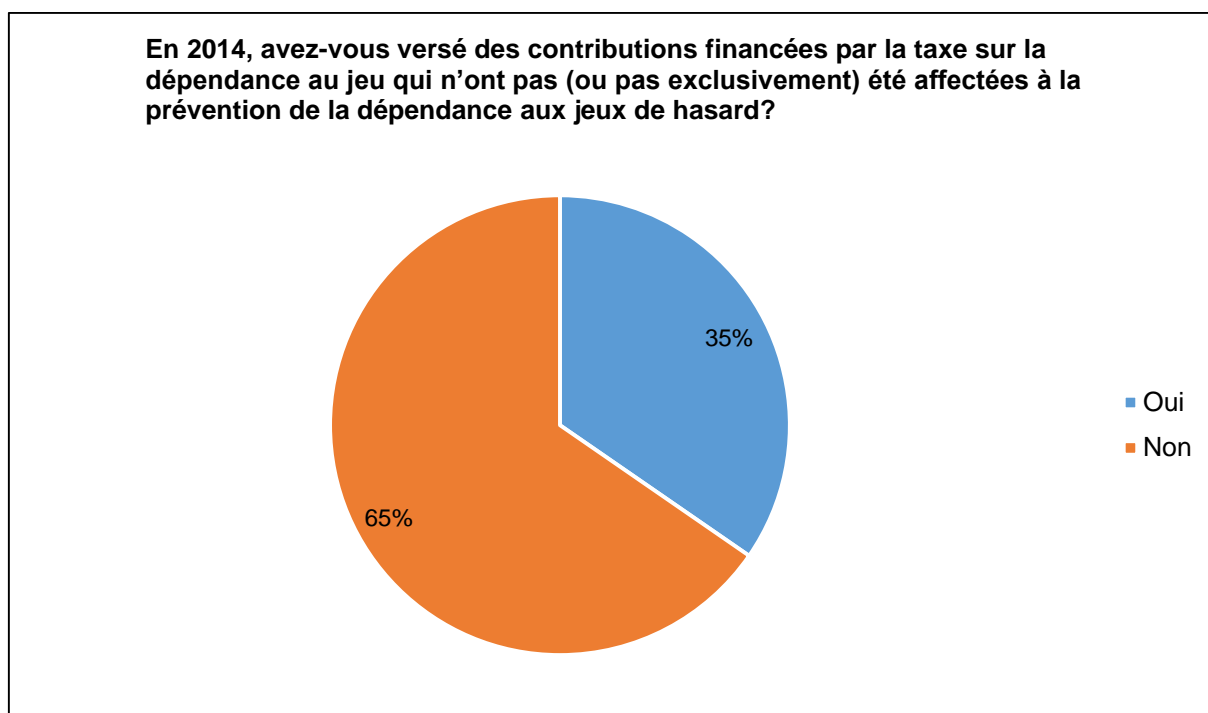
⁴ INFRAS 2013 : Evaluation de la taxe sur la dépendance au jeu : inventaire, T. von Stokar, R. Zandonella, S. Schwab Cammarano, étude commandée par la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries CDCM, Zurich, 8 mai 2013.

⁵ Lettre d'information de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM), relative à l'« Affectation de la taxe sur la dépendance au jeu », du 24 novembre 2014.

tique, la délimitation des jeux de hasard est claire en théorie et se fonde sur les trois critères internationalement reconnus des jeux de hasard (mise d'argent, possibilité de gagner et hasard). La finalité de la taxe sur la dépendance au jeu doit être respectée pour des questions juridiques.

Certains cantons ont indiqué avoir utilisé leur part de la taxe uniquement à des fins de prévention de la dépendance aux jeux de hasard alors qu'il ressort du contexte qu'ils ont investi une partie des fonds dans des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard (p. ex. manifestations de prévention dans les écoles à l'occasion desquelles enseignants et élèves abordent la question de la gestion du revenu et des risques liés à l'endettement).

Le rapport de cette année n'exigeait pas de chiffrer concrètement les montants qui n'ont pas, ou du moins pas exclusivement été affectés à la prévention de la dépendance aux jeux de hasard. Nous ne pouvons dès lors tirer aucune conclusion en ce qui concerne le respect des directives de la CDCM.



Conclusions et perspectives après la première utilisation de nouvel outil

Avec le présent rapport, la Comlot remplit le mandat que la CDCM lui a confié, à savoir de produire un rapport annuel sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu au sein des cantons à partir de l'année de contribution 2014. La Comlot était chargée non seulement de rédiger le rapport, mais aussi de coordonner l'ensemble du processus d'élaboration.

La mise en œuvre dudit processus ne diminue en rien l'obligation et la responsabilité qui incombent aux cantons d'utiliser la taxe sur la dépendance au jeu conformément aux dispositions en vigueur. Il est réjouissant de constater que les cantons ont pu lui fournir sans difficulté des informations précises sur l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu. Ces renseignements portent sur le montant des fonds effectivement utilisés en 2014, mais aussi

sur celui des contributions versées aux différents prestataires et sur la nature des mesures engagées.

Les cantons ont utilisé les fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu majoritairement pour la dépendance aux jeux de hasard, mais aussi, dans une moindre mesure, pour des dépendances connexes (cyberdépendance, jeux vidéo, etc., voir explications ci-avant).

En fonction des enseignements qu'elle tirera de ce premier rapport, la Comlot étudiera la nécessité de préciser ou d'adapter le processus de rapports et la formulation des questions sur les points ci-après.

- **Fonds détenus par des prestataires externes** : l'enquête de cette année ne posait pas de question explicite sur les fonds détenus par des prestataires externes. Seuls quelques cantons ont donc indiqué leurs parts respectives dans de tels fonds. A cause de la formulation même de la question, l'enquête ne fournit qu'une image fragmentaire de la situation. Pour cette même raison, on comprend aussi pourquoi les cantons ont rendu compte de façon différenciée du fait que des montants de la taxe sur la dépendance au jeu ont été versés à des prestataires externes, et que ceux-ci ne les ont pas (entièrement) utilisés au cours de l'exercice écoulé. Certains cantons ont inscrit les sommes non utilisées dans la catégorie « Autre », tandis que d'autres les ont omises dans la répartition, laissant apparaître un solde négatif dans la colonne de contrôle. Un troisième groupe enfin a déjà inscrit les sommes non utilisées en 2014 dans la catégorie de prestations pour laquelle elles seront probablement utilisées l'an prochain. En résumé, la question concernée peut être améliorée afin de mieux prendre en compte les particularités liées à l'utilisation des ressources en deux temps (versement des contributions cantonales à des prestataires externes, puis utilisation effective de ces dernières par lesdits prestataires).
- **Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la prévention de la dépendance aux jeux de hasard** : comme indiqué ci-avant, certains cantons ont affecté une part de la taxe sur la dépendance au jeu à des mesures non spécifiques à la prévention de la dépendance aux jeux de hasard. La grande majorité des cantons est sensibilisée à cette problématique et connaît la différence entre la dépendance aux jeux de hasard et les phénomènes apparentés tels que la cyberdépendance. Selon les directives, les cantons ne peuvent affecter plus de 20 % de la taxe sur la dépendance au jeu au titre de contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou traitant plusieurs formes d'addiction, ou au titre du cofinancement de mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard. Pour pouvoir juger du respect de cette règle, il faudra préciser la question correspondante dans les prochaines enquêtes (en demandant de chiffrer les montants). Les réponses de cette année ne permettent pas de se prononcer sur le respect de cette prescription des directives de la CDCM.
- **Contribution d'exploitation ou contribution à un projet** : il ressort des rapports des cantons que la répartition entre ces deux catégories de contributions répond à des conceptions différentes. Si certains qualifient leurs contributions ordinaires aux prestataires externes de contributions à un projet, d'autres les considèrent, par exemple, comme des contributions d'exploitation. Plusieurs cantons ont même coché les deux colonnes à la fois. Lors du prochain rapport, il s'agira de tenir compte de ces divergences en précisant les instructions ou en définissant ce qu'on entend par « projet ».

- **Date de l'enquête** : au vu des commentaires des cantons, il faudra étudier la nécessité de reculer dans l'année civile le délai de rédaction du rapport. Certains cantons ont en effet dû répartir les sommes entre les catégories de prestations pour 2014 en s'appuyant sur des estimations.

C) Rapports des cantons

Les pages ci-après présentent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu canton par canton. Les indications suivantes sont reprises telles quelles des masques de saisie remplis par les cantons :

- coordonnées du/de la responsable cantonal/e ;
- formulaire de commentaires (saisie originale du/de la représentant/e cantonal/e) ;
- tableau : fonds perçus et total des dépenses 2014 ;
- tableau : niveau du fonds de la taxe sur la dépendance au jeu ;
- diagramme : utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations ;
- tableau : contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu 2014 (par catégories de prestations).

Les rapports cantonaux sont classés par ordre alphabétique.

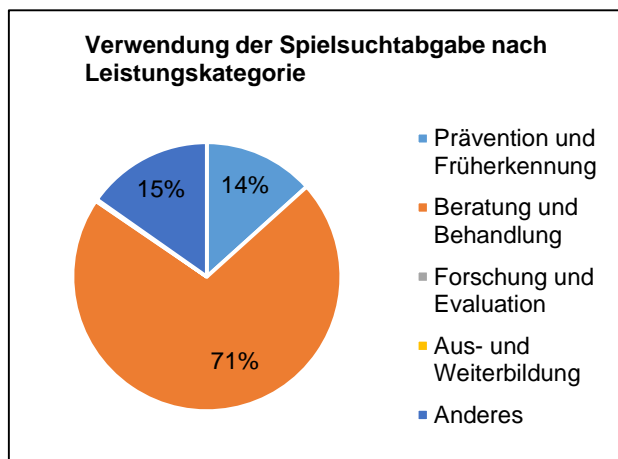
Kanton Aargau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	275'964 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	239'619 CHF
Differenz	36'345 CHF

Kontakt

Jürg Siegrist
 Fachstelle Sucht
 Departement Gesundheit und Soziales
 Bachstrasse 15
 5001 Aarau
 Telefon: 062 835 29 55
 Fax: 062 835 29 65
 E-Mail: juerg.siegrist@ag.ch
 Internet: www.ag.ch



Erläuterung des Kantons Aargau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Im Kanton Aargau wurde die Spielsuchtabgabe 2013 wie bisher verwendet: In 2 ambulanten (privat organisierten) Suchtberatungsstellen wird eine spezifische ambulante Spielsuchtberatung angeboten. Die Fachspezialisten sind Teil des Beratungsteams. Overhead- und Infrastrukturkosten werden von den privaten Trägerschaften dem Kanton nicht verrechnet. Seit 2014 besteht an beiden Stellen neu auch ein Gruppenangebot, das vom Kanton separat finanziert wird. Die Zahl der Neumeldungen hat sich seit 2007 permanent gesteigert und lag 2014 bei 95. Der Patientenbestand betrug am Stichtag 31.12.2014 84 Personen. Im Weiteren ist der Aargau mit Gründungskanton des Nordwestschweizer Kooperationsmodells zwischen insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention. Der Fondsbestand bietet Gewähr dafür, dass bei Bedarf das Beratungsangebot erweitert werden kann und bietet auch die Möglichkeit, kantonsspezifische Projekte zu realisieren.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	515'870 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	36'345 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	552'214 CHF

Spielsucht abgabe-Beiträge 2014, Kanton AG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Aargauische Stiftung Suchthilfe	93'128	X			93'128			
Beratungszentrum Bezirk Baden	77'500	X			77'500			
Zahlung an Sucht Schweiz (davon *nicht beansprucht 36'541.90)	68'991		X	31'917		'532		36'542
Sucht Schweiz-interner Spielsuchtfonds, Anteil Aargau:								
Bestand am 1.1.2014	40'953.86							
Zins	11.57							
*nicht beanspruchte Mittel	36'541.90							
Bestand 31.12.2014	77'507.33							
TOTAL Beiträge	239'619			31'917	170'628	'532	'0	36'542

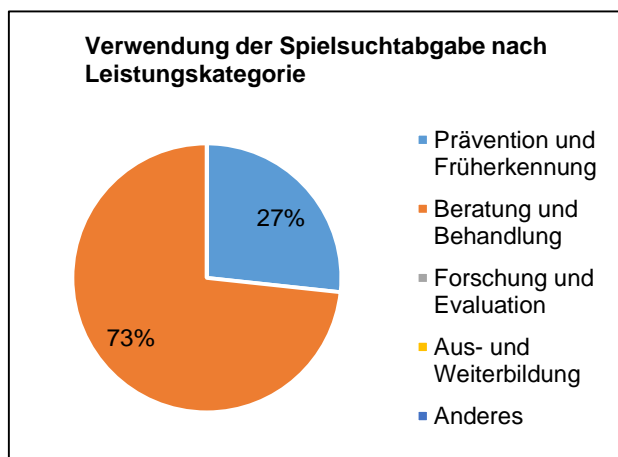
Kanton Appenzell Ausserrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	16'256 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	16'256 CHF
Differenz	0 CHF

Kontakt

Leiterin Beratungsstelle für Suchtfragen
 Andrea Heeb
 Amt für Gesundheit - Beratungsstelle für Suchtfragen
 Departement Gesundheit
 Oberdorf 4
 9055 Bühler
 Telefon: 071 791 07 40
 E-Mail: andrea.heeb@ar.ch
 Internet: www.sucht-ar.ch



Erläuterung des Kantons Appenzell Ausserrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Beratungsstelle für Suchtfragen in Appenzell Ausserrhoden bietet professionelle Hilfe für sämtliche Suchtprobleme an. Dank der Mittel aus der Spielsuchtabgabe ist es überhaupt möglich, ein Beratungsangebot im Bereich "Spielsucht" anbieten zu können.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	0 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	0 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	0 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton AR

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
www.sos-spielsucht.ch (Interkantonale Informationsseite)	4'340	x		4'340				
Beratungsstelle für Suchtfragen	11'916	x			11'916			
TOTAL Beiträge	16'256			4'340	11'916	'0	'0	'0

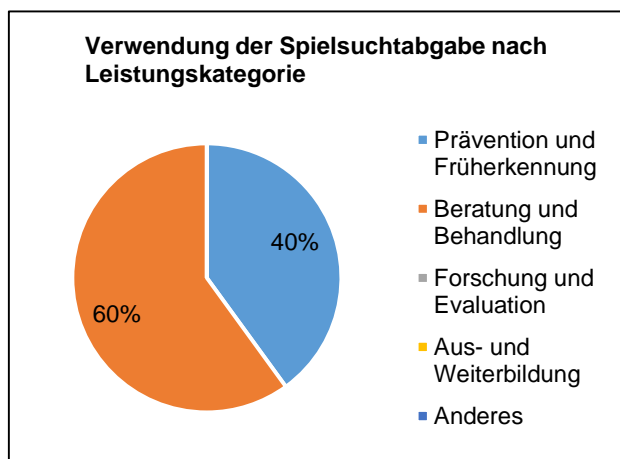
Kanton Appenzell Innerrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	5'400 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	1'670 CHF
Differenz	3'730 CHF

Kontakt

Gesundheitsamt
 Gesundheits- und Sozialdepartement
 Hoferbad 2
 9050 Appenzell
 Telefon: 41717889452
 Fax: 41717889458
 E-Mail: info@gsd.ai.ch
 Internet: www.ai.ch



Erläuterung des Kantons Appenzell Innerrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell I.Rh. ist dem interkantonalen Glückspielprojekt Ostschweiz beigetreten. Dabei haben sich die Kantone Appenzell A.Rh., Appenzell I.Rh., Glarus, Graubünden, St. Gallen und Thurgau zusammengeschlossen. Zur Umsetzung der Projekte wurde mit der Perspektive Thurgau eine Leistungsvereinbarung abgeschlossen. Die Spielsuchtabgaben werden im Kanton Appenzell I. Rh. gemäss Konzept zweckgebunden nur für den Bereich der Spielsucht verwendet und dem entsprechenden Fonds zugeführt. Im Rahmen des interkantonalen Glückspielprojekts Ostschweiz wurden verschiedene Projekte unterstützt. Nennenswert ist einerseits die Webseite www.sos-spielsucht.ch sowie die Helpline, welche in Zusammenarbeit mit den 16 Kantonen der Deutschschweiz betrieben werden.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	27'434 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'29 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	3'730 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	31'193 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton AI

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Perspektive Thurgau (Helpline, Mailberatung, Website, Migrationsprojekte)	1'670	x		'668	1'002	'0	'0	
TOTAL Beiträge	1'670			'668	1'002	'0	'0	'0

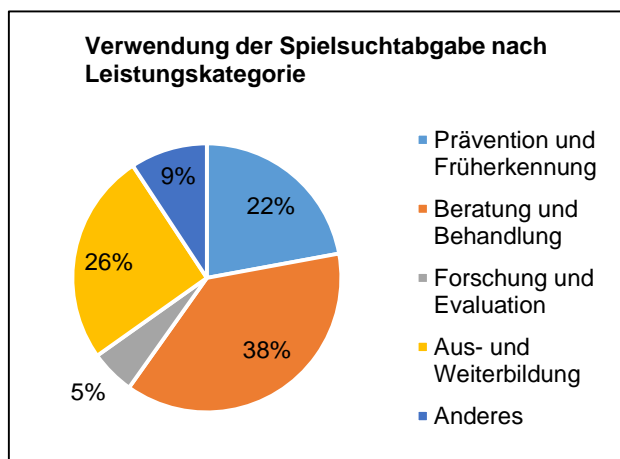
Kanton Basel-Landschaft



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	107'004 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	151'790 CHF
Differenz	-44'786 CHF

Kontakt

Joos Tarnutzer
 Amt für Gesundheit
 Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion
 Bahnhofstrasse 5
 4410 Liestal
 Telefon: 615525606
 Fax: 615526934
 E-Mail: joos.tarnutzer@bl.ch
 Internet: www.bl.ch



Erläuterung des Kantons Basel-Landschaft über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Zuerst ist zu beachten dass im vorliegenden Bericht nur die verwendeten Mittel aus der Spielsuchtabgabe rapportiert sind und die erheblichen finanziellen Mittel, welche der Kanton aus der Staatsrechnung aufwendet, nicht abgebildet sind. Der Kanton Basel-Landschaft setzt auf eine integrierte Präventions- und Suchthilfepolitik, Leistungsvereinbarungen sind daher suchtmittelübergreifend ausgerichtet. Grösster Anbieter ist der ambulante Dienst der Psychiatrie. Deren Leistungen werden, wenn sie nicht über die Leistungen der Krankenkassenversicherer oder über die gemeinwirtschaftlichen Leistungen des Kantons abgegolten sind, für direkte Leistungen mit Bezug zu Glücksspiel auch aus der Spielsuchtabgabe abgegolten, lediglich die jährliche Over-Head-Pauschale von Fr. 12'000.00 stellt einen eigentlichen Strukturbeitrag dar.

Das Berichtsjahr 2014 wird "verfälscht" durch eine grosse Nachzahlung.

Die Position "Anderes" in der Höhe von Fr. 14'095 bei Sucht Schweiz stellt Rückstellungen für die 2015 vorgesehene Öffentlichkeitskampagne dar.

Der hohe Fondsbestand wurde in den Anfangsjahren der Spielsuchtabgabe geäufnet und wird nun - nach dem Aufbau entsprechender Angebote - sukzessive abgebaut werden.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	377'060 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-44'786 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	332'274 CHF

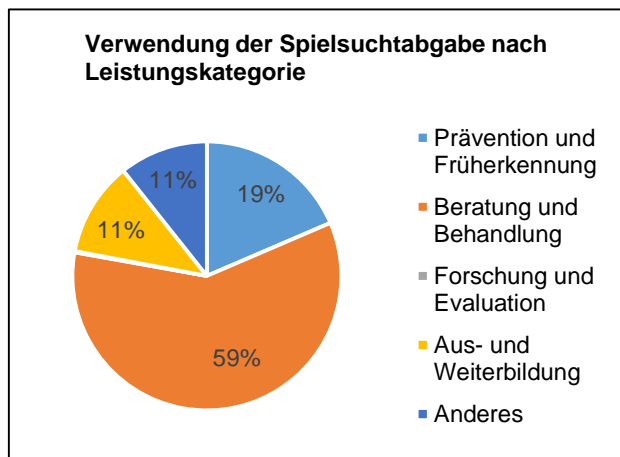
Kanton Basel-Stadt



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	93'807 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	125'452 CHF
Differenz	-31'645 CHF

Kontakt

Ruth Wolf
 Abteilung Sucht
 Gesundheitsdepartement Basel-Stadt
 Clarastrasse 12
 Postfach: 204
 4005 Basel
 Telefon: 061 267 89 00
 Fax: 061 267 89 01
 E-Mail: ruth.wolf@bs.ch
 Internet: www.gesundheitsdienste.bs.ch



Erläuterung des Kantons Basel-Stadt über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Basel-Stadt zur Bekämpfung der schädlichen Auswirkungen des Geldspielkonsums eingesetzt. Die Abgabe fliesst hier vorrangig in die Bereiche Prävention und Früherkennung, Aus- und Weiterbildung sowie Beratung und Behandlung. Hierbei sind drei Institutionen bzw. Einrichtungen beteiligt. Gemäss der Leistungsvereinbarung mit Sucht Schweiz überwies das Gesundheitsdepartement im Berichtsjahr ein Viertel der von der Swisslos an den Kanton Basel-Stadt abgeführten Spielsuchtabgabe für das Jahr 2013 an diese Organisation zur Umsetzung spiel-suchtpräventiver Massnahmen.

Vor dem Hintergrund der anhaltend hohen Anfrage nach ambulanter Beratung im Bereich Glücksspielsucht wurde für den Zeitraum 1.1.2014 bis 31.12.2015 mit dem Beratungszentrum der Suchthilfe Region Basel für den Bereich der Glücksspielproblematik eine Leistungsvereinbarung getroffen, mit dem Schwerpunkt Beratung und Behandlung. Die Zuwendungen an diese Institution liegen etwa in Höhe der Zuschüsse an Sucht Schweiz. Seit dem Jahr 2010 beauftragt das Gesundheitsdepartement die Ambulanz für Verhaltenssuchte der Universitären Psychiatrischen Kliniken Basel (UPK) jährlich in Form eines pauschalen Leistungseinkaufs mit der Umsetzung des Kooperationsmodells "Glücksspielsucht Basel-Stadt" mit den Schwerpunkten Beratung und Behandlung sowie Aus- und Weiterbildung. Des Weiteren obliegt der UPK die kantonale Datenerfassung im Bereich Glücksspielsucht. An die Ambulanz für Verhaltenssuchte fliessen derzeit die meisten Gelder aus dem Spielsuchtfond. Die finanziellen Zuwendungen im Jahr 2014 an die drei oben genannten Einrichtungen überstiegen im Berichtsjahr die Einnahmen. Das Defizit wurde durch eine Entnahme aus dem Fondsvermögen gedeckt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	199'810 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'200 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-31'645 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	168'365 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton BS

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Suchthilfe Region Basel	22'000	x			22'000			
Universitäre Psychiatrische Kliniken	80'000	x			52'350		14'250	13'400
Sucht Schweiz: Spielsuchtprävention 2014	23'452		x	23'268		'184		
TOTAL Beiträge	125'452			23'268	74'350	'184	14'250	13'400

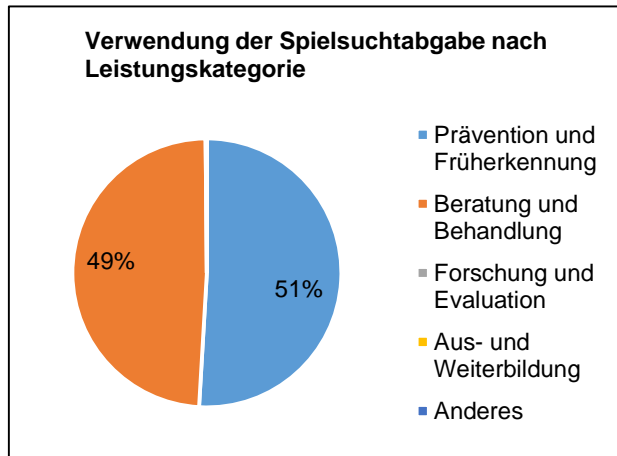
Kanton Bern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	470'216 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	546'348 CHF
Differenz	-76'131 CHF

Kontakt

Abteilungsleiter
 Ralf Lutz
 Sozialamt
 Abteilung Gesundheitsförderung und Sucht
 Rathausgasse 1
 3011 Bern
 Telefon: 031 633 78 82
 Fax: 031 633 78 92
 E-Mail: ralf.lutz@gef.be.ch
 Internet: www.gef.be.ch



Erläuterung des Kantons Bern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Sucht Schweiz, Lausanne: Fondsbest.am 31.12.14 für Kampagne 15 = CHF 123'312.-. Dieser setzt sich zusammen aus dem Beitrag Kt. Bern 2013 CHF 65'848.- und 2014 CHF 57'464.-

Berner Gesundheit: Allgemeine Bemerkung - noch keine aktuellen Leistungszahlen 2014 per Februar 2015 verfügbar. Jahresabschluss 2014 noch nicht bereit, d.h. keine detaillierten Angaben zu Stundensatz möglich.

Produkt Beratung und Therapie - bei pathologischem und risikoreichem Spielen, Partner der beiden Spielcasinos Bern und Interlaken bei Spielsperren (Sozialplan), Zusammenarbeit mit dem Verein Schuldensanierung Bern, Partner im Projekt cybersmart (Gambling).

Produkt Gesundheitsförderung und Prävention - Der Betriebsbeitrag wird für Massnahmen im Bereich Neue Medien verwendet. Dies umfasst vor allem Angebote zur Vermittlung von Medienkompetenz für Jugendliche, Eltern und Multiplikatorinnen. Diese Massnahmen zielen auch auf die Prävention von Online-Gambling. Der beschriebene Ressourceneinsatz erfolgt aus der Überzeugung, dass die Förderung von Medienkompetenz einen erwiesenen Beitrag zur Verminderung von Glücksspielabhängigkeit leistet.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	618'181 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-76'131 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	542'050 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton BE

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Berner Gesundheit, Abt. Beratung und Therapie	230'000	x			230'000			
Berner Gesundheit, Abt. Gesundheitsförderung und Prävention	120'000	x		120'000				
Berner Gesundheit, Abt. Gesundheitsförderung und Prävention	50'000		x	50'000				
Sucht Schweiz, Lausanne: Projektleitung	12'080	x		12'080				
Sucht Schweiz, Lausanne: Kampagne	5'111		x	5'111				
Sucht Schweiz, Lausanne: Forschung	'847		x			'847		
Sucht Schweiz, Lausanne: Modulentwicklung Feel OK	10'237		x	10'237				
Sucht Schweiz, Lausanne: Website	4'419		x	4'419				
Sucht Schweiz, Lausanne: Hotline	10'893		x	10'893				
Sucht Schweiz, Lausanne: Migration	4'626		x	4'626				
Sucht Schweiz, Lausanne: Onlineberatung	3'412		x	3'412				
Sucht Schweiz, Lausanne: Fondsbest.am 31.12.14 für Kampagne 15	57'464		x	57'464				
Verein Schuldenberatung Bern: Glücksspielsuchtberatung	37'258	x			37'258			
TOTAL Beiträge	546'348			278'243	267'258	'847	'0	'0

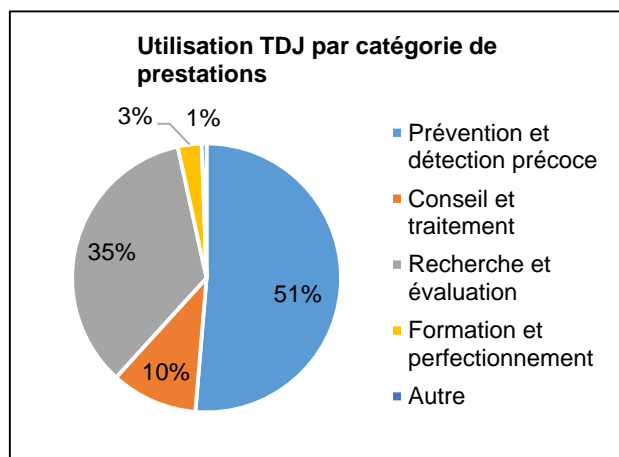
Canton de Fribourg



Part de la TDJ 2013	181'859 CHF
Total dépenses du canton en 2014	172'873 CHF
Différence	8'986 CHF

Contact

Service de l'action sociale
 Direction de la santé et des affaires sociales
 Rte des Cliniques 17
 1700 Fribourg
 Téléphone: 026 305 29 92
 E-Mail: sasoc@fr.ch
 Internet: www.fr.ch/sasoc



Commentaire du canton de Fribourg au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Fribourg, les politiques de lutte contre le jeu excessif et le surendettement sont étroitement liées depuis l'institution par le Conseil d'Etat d'une Commission cantonale traitant conjointement de ces questions. Cette Commission préavise les demandes de subventions et peut également élaborer et proposer des projets à la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS). La DSAS décide de l'utilisation du Fonds cantonal de prévention et de lutte contre le jeu excessif, qui a pour but de soutenir des mesures de prévention et de lutte contre la dépendance au jeu et le surendettement (Ord. du 17 mars 2009). L'exercice 2014 se décline selon trois investissements principaux: le financement du projet "Prévention, détection et intervention précoce dans le domaine du jeu excessif" porté par l'association REPER; la participation du canton de Fribourg au fonctionnement du Programme Intercantonal de Lutte contre la Dépendance au Jeu (PILDJ) et le financement du plan d'action 2013-2016 pour un renforcement de la politique cantonale de prévention et de lutte contre le surendettement des particuliers.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2014	651'230 CHF
Intérêts/Frais administratifs	6'621 CHF
Affectations/Prélèvements 2014	8'986 CHF
Etat du fonds au 31.12.2014	666'837 CHF

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu durant l'année de contribution 2014

TDJ versée par le canton de FR en 2014

Institution / motif du versement	Montant	S	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Grpmt romand d'études des addictions (GREA), PILDJ, Lausanne	55'189	x	x			55'189		
REPER, Prév., détec. et interv. précoce jeu excessif, Fribourg	45'000		x	22'050	18'000		4'950	
REPER - Spectacle interactif cyber harcèlement, Fribourg	34'000		x	34'000				
Plan d'action 13-16, Caritas Fribourg, Fribourg	24'224		x	24'224				
Plan d'action 13-16, Fédération romande des consommateurs (FRC), f	8'460		x	8'460				
Plan d'action 13-16, Université de Fribourg, Fribourg	5'000		x			5'000		
Avenir social suisse - Dettes conseil suisse, Berne	1'000	x						1'000
TOTAL	172'873			88'734	18'000	60'189	4'950	1'000

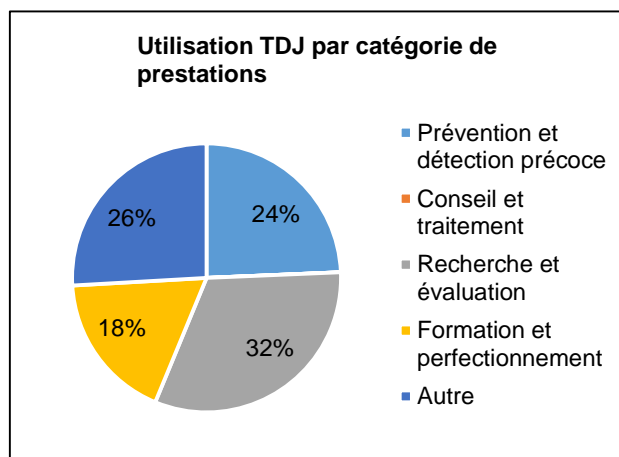
Canton de Genève



Part de la TDJ 2013	352'285 CHF
Total dépenses du canton en 2014	148'236 CHF
Différence	204'049 CHF

Contact

Directrice administrative et financière
Estelle Guéry
Direction administrative et financière
Emploi, affaires sociales et santé
Av. de Beau-Séjour 24, Case postale: 76
1211 Genève
Téléphone: 022 546 50 00
Fax: 022 546 50 99
E-Mail: subventions-santé@etat.ge.ch
Internet: www.ge.ch



Commentaire du canton de Genève au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Genève, la taxe sur la dépendance au jeu sert à la prévention du jeu excessif. Sur l'exercice 2014, 71% des dépenses ont été allouées pour la participation genevoise au Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ sur un mandat de la CLASS au Groupement romand d'étude des addictions) pour des activités d'information, de prévention primaire et secondaire, de formation et de recherche.

Les 29% restants (42'675 CHF) sont attribués sous forme d'aide financière à l'association faïtière Carrefour Addictions, entité responsable de la prévention des addictions sur le canton de Genève (tabac, alcool, cannabis, jeu excessif). Cette subvention est répartie comme suit: 10'275 CHF pour des activités de fonctionnement de la structure (back office, y compris pour les activités de prévention du jeu d'argent excessif); 10'120 CHF pour des activités transversales sur les addictions dont le jeu d'argent excessif (sensibilisation de la population, conseil, coordination du réseau genevois des addictions, etc.); enfin, 22'280 CHF sont consacrés à des activités de sensibilisation et de formation des professionnels sur la problématique du jeu excessif virtuel.

La taxe sur la dépendance au jeu est utilisée en complémentarité avec les recettes provenant des taxes perçues sur le produit des jeux de casino, ressources également utilisées pour la prévention du jeu d'argent excessif (également sous forme d'aide financière à l'association Carrefour AddictionS). Par ailleurs, en 2014, le canton de Genève a élaboré un plan d'actions sur le jeu excessif afin de compléter les actions décrites ci-dessus et de répondre aux besoins de la population par diverses actions de prévention de jeu excessif de hasard et d'argent. Les actions identifiées dans ce plan devraient pouvoir être mises en oeuvre en 2015 grâce à la taxe sur la dépendance au jeu.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2014	978'324 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2014	204'049 CHF
Etat du fonds au 31.12.2014	1182'373 CHF

TDJ versée par le canton de GE en 2014

Institution / motif du versement	Montant	S	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Carrefour Addictions, Genève	42'675		x	32'400				10'275
GREA, Lausanne (PILDJ)	105'561		x	3'666		47'291	26'479	28'125
TOTAL	148'236			36'066	'0	47'291	26'479	38'400

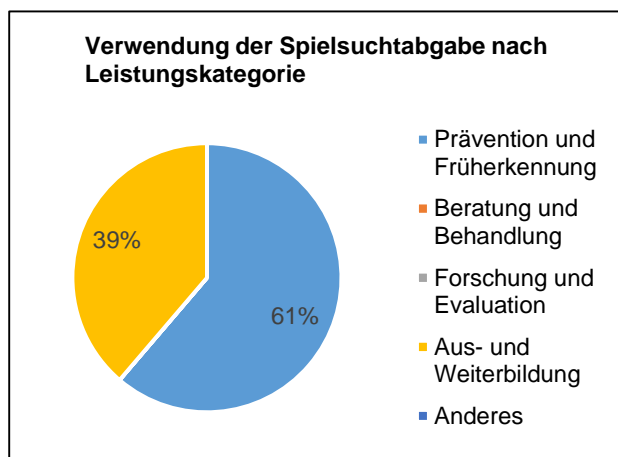
Kanton Glarus



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	19'140 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	9'680 CHF
Differenz	9'460 CHF

Kontakt

Daniela de la Cruz
 Hauptabteilung Gesundheit
 Departement Finanzen und Gesundheit
 Rathaus
 8750 Glarus
 Telefon: 055 646 61 40
 Fax: 055 646 61 12
 E-Mail: gesundheit@gl.ch
 Internet: www.gl.ch



Erläuterung des Kantons Glarus über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Einlage (Fondszuweisung) von Fr. 9'460 wurde im Rechnungsabschluss 2014 irrtümlicherweise nicht vorgenommen. Die Einlage wird demzufolge erst in der Staatsrechnung 2015 verbucht. Da die interne Kontrolle ergab, dass auch die Einlage von Fr. 9'597 am 31.12.2013 nicht vorgenommen wurde, erfolgt diese Buchung korrektiv ebenfalls zulasten Rechnung 2015.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	62'435 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'103 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	9'460 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	71'997 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton GL

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
WUWEG Fachgruppe Prävention Glarnerland	3'500		x	1'750			1'750	
Beratungs- und Therapiestelle Sonnenhügel (bts)	2'000	x					2'000	
Kantonsbeitrag an Projekt SOS Spielsucht Ostschweiz	4'180		x	4'180				
TOTAL Beiträge	9'680			5'930	0	0	3'750	0

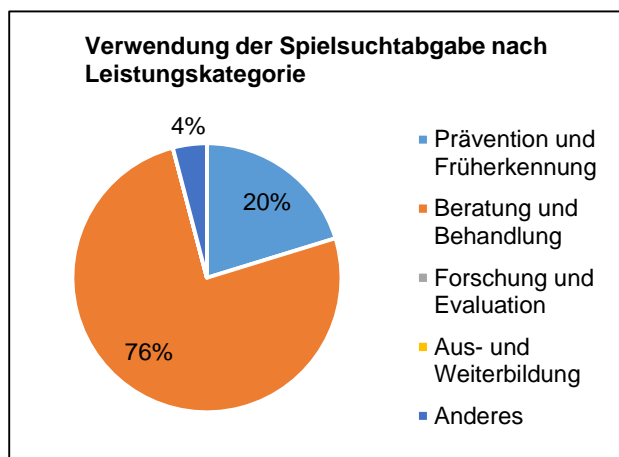
Kanton Graubünden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	106'177 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	84'580 CHF
Differenz	21'597 CHF

Kontakt

Andrea Mauro Ferroni
 Sozialamt
 Departement für Volkswirtschaft und Soziales
 Gürtelstrasse 89
 7001 Chur
 Telefon: 081 257 26 51
 Fax: 081 257 21 48
 E-Mail: andrea.ferroni@soa.gr.ch
 Internet: www.soa.gr.ch



Erläuterung des Kantons Graubünden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das kantonale Sozialamt Graubünden erfüllt die Beratung von Menschen mit Spielsuchtproblemen mit einem Beratungsangebot im Bereich der Suchtberatung durch die regionalen Sozialdienste und dem Sozialdienst für Suchtfragen in Chur.

Im Bereich der Spielsuchtprävention hat der Kanton Graubünden zusammen mit den Kantonen AR, AI, GL, SG und TG ein Grundangebot zur Prävention und Bekämpfung der Spielsucht aufgebaut.

Die Grundlage für diese Zusammenarbeit bildet eine Leistungsvereinbarung des Kantons St. Gallen mit der Firma "Perspektive Thurgau", die für die operative Geschäftsführung verantwortlich ist.

Die effektiven Kosten werden anhand der Wohnbevölkerung per 31. Dezember 2014, 2015 und 2016 auf die beteiligten Kantone verteilt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	286'795 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	1'075 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	21'597 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	309'468 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton GR

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Zahlung an PTG (davon *nicht beansprucht Fr. 3456.86)	20'580	X		17'127				3'453
Suchtberaterstelle (40%)	64'000	X			64'000			
PTG interner Spielsuchtfonds, Anteil Graubünden (18.5%)								
Bestand am 01.01.2014.....	3'128							
*nicht beanspruchte Mittel.....	3'453							
Bestand am 31.12.2014.....	6'581							
TOTAL Beiträge	84'580			17'127	64'000	0	0	3'453

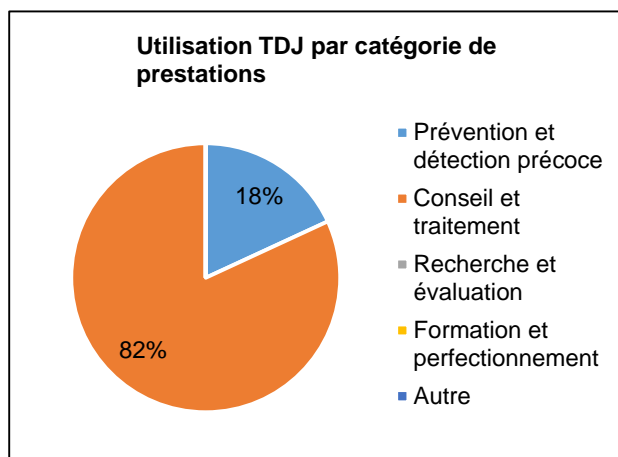
Canton du Jura



Part de la TDJ 2013	72'940 CHF
Total dépenses du canton en 2014	72'940 CHF
Différence	0 CHF

Contact

Olivier Etique
 Service de l'Action Sociale
 Département des Affaires sociales
 Faubourg des Capucins 20
 2800 Delémont
 Téléphone: 032 420 51 44
 Fax: 032 420 51 41
 E-Mail: olivier.etique@jura.ch
 Internet: www.jura.ch



Commentaire du canton du Jura au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Jura, la problématique de la dépendance au jeu est mandatée à Caritas Jura par le biais de la structure mise en place en vue du désendettement. La taxe sur la dépendance au jeu est intégralement utilisée pour financer la contribution au GREA, la mise à disposition d'un pourcentage d'une assistante sociale employée du Service cantonal de l'Action Sociale. Le solde faisant partie du financement de Caritas-Jura.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2014	CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2014	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2014	0 CHF

TDJ versée par le canton du JU en 2014

Institution / motif du versement	Montant	S	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Service de l'Action sociale, financ. env. 5 % assistante sociale	5'000	x			5'000			
GREA, Programme intercantonal de lutte contre la dépendance	13'212	x		13'212				
Caritas-Jura, participation au fonctionnement conseil	54'728	x			54'728			
TOTAL	72'940			13'212	59'728	0	0	0

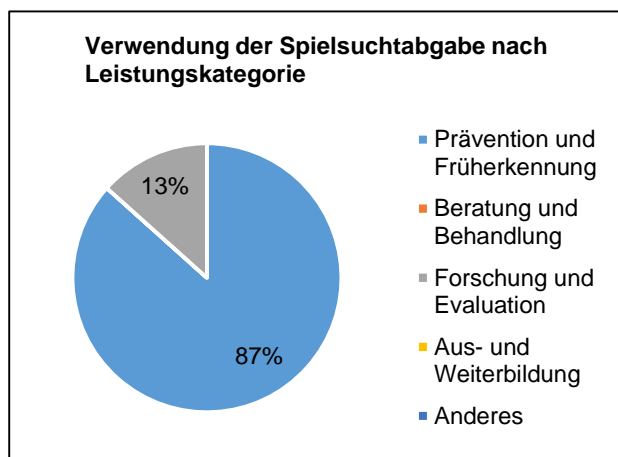
Kanton Luzern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	155'434 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	44'858 CHF
Differenz	110'575 CHF

Kontakt

Dr. sc. nat., dipl. pharm. Regina Suter
 Dienststelle Gesundheit und Sport
 Gesundheits- und Sozialdepartement
 Meyerstrasse 20
 Postfach: 3439
 6002 Luzern
 Telefon: 041 228 60 98
 Fax: 041 228 67 33
 E-Mail: regina.suter@lu.ch
 Internet: www.gesundheit.lu.ch



Erläuterung des Kantons Luzern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Luzern ist Mitglied des Nordwestschweizer Kooperationsmodells mit insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention.

Der Fondsbestand bietet Gewähr, kantonsspezifische Projekte realisieren zu können. Solche Projekte sind in Abklärung.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	573'897 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	110'575 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	684'472 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton LU

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz, Lausanne/25 % der Spielsuchtabgabe f. Prävention (gem. Leistungsvereinbarung)	38'858	X		38'858				
Sucht Schweiz, Lausanne/Schweiz. Schülerbefragung HBSC 2013/14	6'000		X			6'000		
TOTAL Beiträge	44'858			38'858	'0	6'000	'0	'0

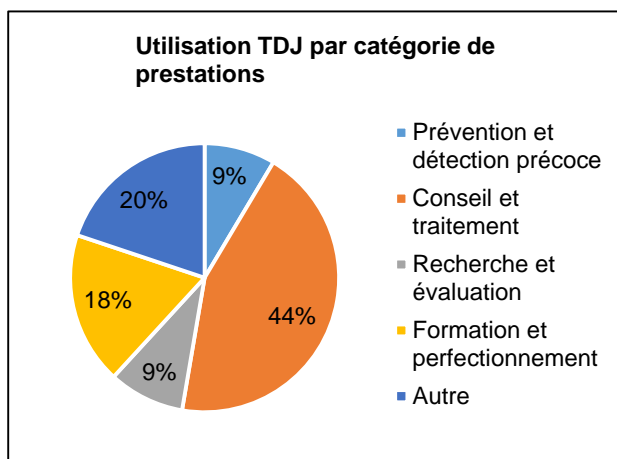
Canton de Neuchâtel



Part de la TDJ 2013	180'994 CHF
Total dépenses du canton en 2014	180'994 CHF
Différence	0 CHF

Contact

Directrice prévention Fondation Neuchâtel Addictions
 Valérie Wenger Pheulpin
 Fondation Neuchâtel Addictions
 Fausses-Brayes 5
 2000 Neuchâtel
 Téléphone: 41328868610
 E-Mail: valerie.wengerpheulpin@ne.ch
 Internet: www.fondation-neuchatel-addictions.ch



Commentaire du canton de Neuchâtel au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

La République et Canton de Neuchâtel, représentée par son service des institutions pour adultes et mineurs (SIAM), rattaché au Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC) a donné mandat à la Fondation Neuchâtel Addictions (FNA) de mettre en place sur son territoire des dispositifs et des interventions censés prévenir l'addiction au jeu et venir en aide aux personnes souffrant de pathologies liées à la dépendance au jeu. Le Canton de Neuchâtel, par le SIAM, s'engage à réserver à la FNA l'entier du RBJ, après déduction de la part revenant au GREA pour le PILDJ. Le montant touché est communiqué en juin par la LORO, et versé au mandataire de suite, aussitôt réglée la facture du GREA. La FNA s'engage à mettre tout en oeuvre, avec les moyens à disposition, pour rendre son action en faveur de la population-cible du PILDJ la plus efficace possible; elle est libre de choisir les moyens et les ressources pour atteindre cet objectif. Elle rend compte des dépenses encourues lors de la remise annuelle de ses comptes au SIAM. Elle informe le SIAM régulièrement, mais au moins une fois par année lors d'une séance organisée à son initiative, de l'avancement des travaux et de l'état des dossiers en cours. De plus, elle représente le canton de Neuchâtel au sein du groupe d'accompagnement du PILDJ, qui se réunit quatre fois par année. (Extrait de la convention de collaboration entre le canton de Neuchâtel et la FNA).

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2014	148'294 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2014	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2014	148'294 CHF

Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu durant l'année de contribution 2014

TDJ versée par le canton de NE en 2014

Institution / motif du versement	Montant	S	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Fondation Neuchâtel Addictions	145'676	x		13'587	76'428		22'851	24'981
GREA / PILDJ	35'318	x		1'227		15'820	8'858	9'413
TOTAL	180'994			14'814	76'428	15'820	31'709	34'394

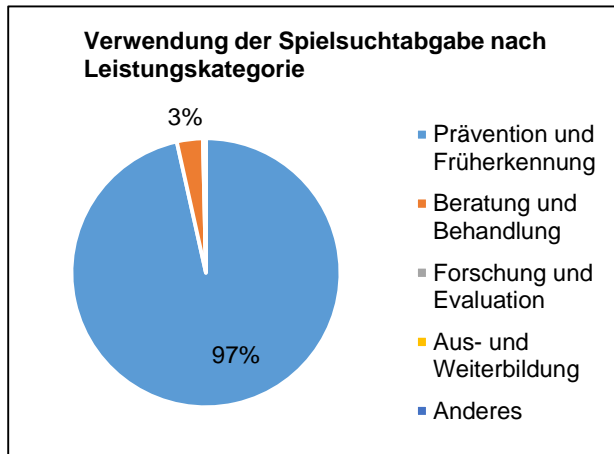
Kanton Nidwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	17'440 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	18'040 CHF
Differenz	-'600 CHF

Kontakt

Barbara Etienne Rohrer
 Sozialamt/Gesundheitsförderung und Integration
 Gesundheits- und Sozialdirektion
 Marktgasse 3
 6370 Stans
 Telefon: 041 618 75 90
 E-Mail: barbara.etienne@nw.ch
 Internet: www.nw.ch/gfi



Erläuterung des Kantons Nidwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Nidwalden setzt die Gelder in der Prävention von Glücksspielsucht ein. Die Zielgruppe sind Jugendliche. So wurde das Projekt Freelance in den Schulen umgesetzt. Online Glücksspielprävention von Freelance wurde entwickelt und aufgeschaltet:

http://www.be-freelance.ch/index.php?option=com_content&view=article&id=121&Itemid=496&lang=de

Plakate von Freelance wurden in den Schulen eingesetzt: "Game over" und "zu viel gezockt".

Die Schulagenden von Freelance wurden den Oberstufenschulkindern zur Verfügung gestellt. Hier gibt es verschiedene Beiträge im Bereich der Prävention von Spielsucht.

Die Aufteilung der Gelder an Sucht Schweiz ist auf dem zusätzlichen Blatt ersichtlich.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	58'669 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'293 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-'600 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	58'362 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton NW

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Zebra Sankt Gallen/ Beitrag an Projekt Freelance	2'983		X	2'983				
Tisato und SulzerGMBH/Projekt Freelance; Plakate	2'112		X	2'112				
Niedermann Druck Sankt Gallen/Projekt Freelance Agenda	3'915		X	3'915				
Sucht Info Schweiz/interkantonale Glücksspielsucht	4'360	X	X	3'764	563	'33		
Interprintmedia, Elgg Werbeprosjekte /Projekt Freelance /Agenden	4'137		X	4'137				
Schulgemeinde Oberdorf/Elternveranstaltung zu Medien und Glückssp	'500		X	'500				
Bücher Von Matt Stans/Literatur Glücksspielsucht	'33		X				'33	
TOTAL Beiträge	18'040			17'411	563	'33	'33	0

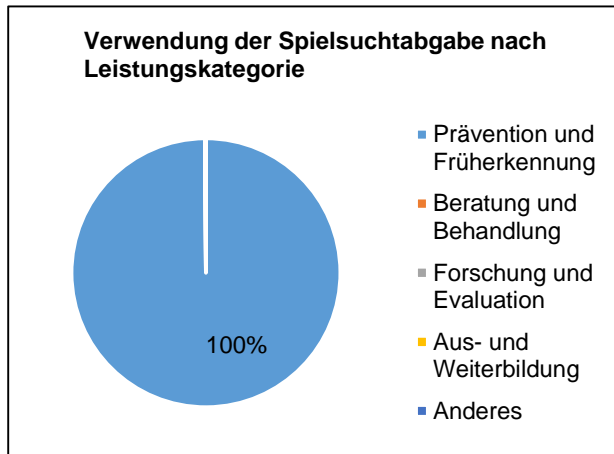
Kanton Obwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	12'161 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	24'243 CHF
Differenz	-12'082 CHF

Kontakt

Beauftragte für Prävention und Gesundheitsförderung/
Stellenleitung
Christine Durrer
Sozialamt/Fachstelle Gesellschaftsfragen
Sicherheits- und Justizdepartement SJD
Dorfplatz 4
Postfach: 1261
6061 Sarnen
Telefon: 041 666 60 66
Fax: 041 666 64 14
E-Mail: christine.durrer@ow.ch
Internet: www.gesellschaftsfragen.ow.ch



Erläuterung des Kantons Obwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Seit 2009 beteiligt sich der Kanton Obwalden an dem interkantonalen Kooperationsmodell, welches Sucht Schweiz das Mandat zur Planung und Durchführung von Präventionsmassnahmen im Bereich Glücksspiel erteilt. Der Kanton überweist jährlich 25% der Spielsuchtabgabe, vertraglich geregelt bis Ende 2015. Der gesamte restliche Betrag (75%) wird für Präventionsarbeit mit Jugendlichen verwendet. Hierbei liegt der Fokus auf der Stärkung von Schutzfaktoren. Schutzfaktoren repräsentieren erhöhte Widerstandskraft oder verringern Verletzlichkeit bezüglich des Einflusses von Risikofaktoren. Jährlich wird eine Powerwoche (während den Osterferien) für Jugendliche aus der Oberstufe durchgeführt. Zentrale Anliegen dieses Angebotes sind Selbstwirksamkeit, Befähigung und Mitsprache. Da im Kanton Obwalden mit seinen rund 36'000 Einwohnern und 7 Gemeinden kein Spielcasino steht, fokussieren wir unsere weitere Präventionsarbeit auf den Umgang mit Neuen Medien. Das Internet erlaubt Spielen ohne Grenzen und bietet problematischem Suchtverhalten Hand. In den Schulen des Kantons wird das Thema Neue Medien sehr unterschiedlich behandelt. Deshalb ergänzt das Programm "generation.at" diese Bemühungen mit Elternabenden, Infoveranstaltungen für Lehrpersonen und Schüler/innen. Die Programmleitung ist Mitglied der Fachgruppe Glücksspielsucht des Fachverband Sucht.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	-'82 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-12'082 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	-12'164 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton OW

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz / Interkantonale Vereinbarung	3'040	x	x	1'424		'24		
Powerwoche	10'000		x	10'000				
Schule Engelberg	1'063		x	1'063				
Schule Alpnach	1'425		x	1'425				
Schule Sachseln	'925		x	'925				
Schule Lungern	'800		x	'800				
Schule Samen	1'500		x	1'500				
Schule Kerns	2'000		x	2'000				
Weiterbildungsveranstaltung für Fachpersonen im Kanton OW	'990		x	'990				
Netzwerk Medienbildung Videoprojekt	2'500		x	2'500				
TOTAL Beiträge	24'243			22'627	'0	'24	'0	'0

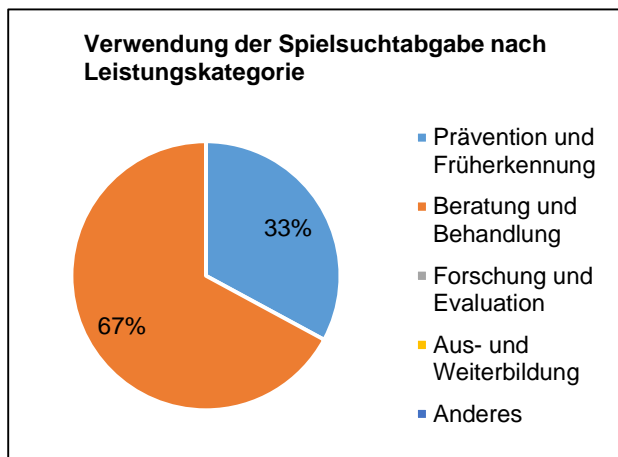
Kanton Schaffhausen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	29'626 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	31'294 CHF
Differenz	-1'668 CHF

Kontakt

Dienststellenleiter
 Christoph Roost
 Sozialamt
 Departement des Innern
 Platz 4
 Postfach: 1421
 8201 Schaffhausen
 Telefon: 052 632 73 83
 Fax: 052 832 78 30
 E-Mail: christoph.roost@ktsh.ch
 Internet: www.sh.ch



Erläuterung des Kantons Schaffhausen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Schaffhausen hat eine Leistungsvereinbarung mit der Trägerverein der Fachstelle für Gesundheitsförderung, Prävention und Suchthilfe. Er führt keinen eigenen Fonds für die Spielsuchtabgabe; dieser ist im Fonds für Suchtprophylaxe und Gesundheitsförderung enthalten. Dieser Fonds wird durch die kantonale Alkoholabgabe, dem Alkoholzehntel und kantonseigenen Beiträgen alimentiert. Beim Fondsbestand handelt es sich darum um den ganzen Fonds und nicht nur um einen Spielsuchtabgabefonds.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	299'669 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-1'668 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	298'001 CHF

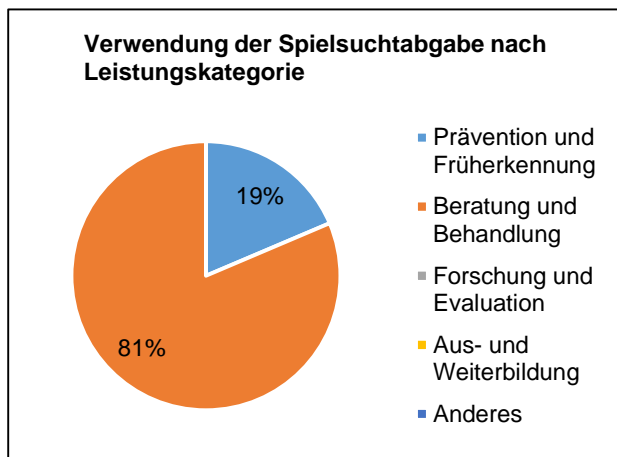
Kanton Schwyz



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	66'422 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	64'500 CHF
Differenz	1'922 CHF

Kontakt

Leiter Soziales
 Peter Schmid
 Amt für Gesundheit und Soziales
 Departement des Innern
 Kollegiumstrasse 28
 Postfach: 2161
 6431 Schwyz
 Telefon: 041 819 16 84
 E-Mail: peter.schmid@sz.ch
 Internet: www.sz.ch



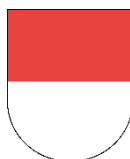
Erläuterung des Kantons Schwyz über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Schwyz insbesondere für Prävention und Früherkennung sowie für die Beratung und Behandlung verwendet. Sämtliche Gelder wurden der Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz zugesprochen. Diese setzt Begleitmassnahmen einer Geldspielsuchtbehandlung um, indem sie Betroffene berätet und begleitet, welche aufgrund einer Spielsucht in Schulden geraten sind. Ausserdem führt die Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz Präventionsveranstaltungen an Oberstufenschulen durch. Wobei über den richtigen Umgang mit dem Einkommen sowie über entsprechende Schuldenrisiken, z.B. einer Spielsucht, informiert wird. (Der Kanton wendet jährlich insgesamt Fr. 174'500.-- für die Fachstelle Schuldenfragen auf).

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	75'353 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'170 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	1'922 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	77'445 CHF

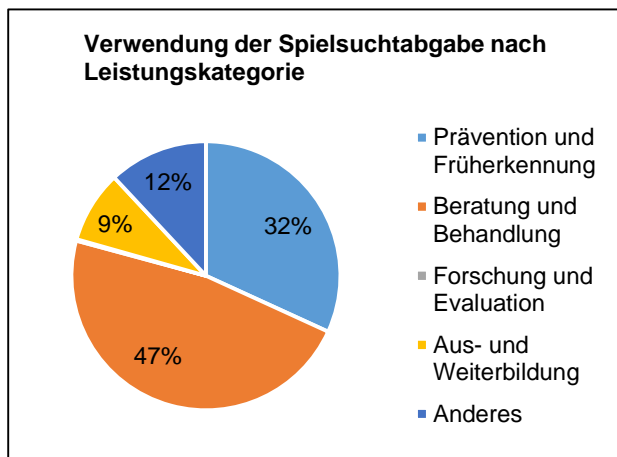
Kanton Solothurn



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	134'149 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	147'737 CHF
Differenz	-13'588 CHF

Kontakt

Leiter Fachstelle Prävention
 Christian Bachmann
 Amt für soziale Sicherheit
 Departement des Innern
 Ambassadorshof
 4509 Solothurn
 Telefon: 032 627 63 17
 Fax: 032 627 22 21
 E-Mail: christian.bachmann@ddi.so.ch
 Internet: www.aso.so.ch



Erläuterung des Kantons Solothurn über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Mittel der Spielsuchtabgabe werden im kantonalen Fonds für die Prävention und Bekämpfung der Spielsucht verwaltet. Im Jahr 2014 wurden sie folgendermassen eingesetzt: 1. Leistungsvereinbarung mit der Sucht Schweiz. Der Kanton Solothurn hat sich mit 9 weiteren Kantonen der Nordwest- und Innerschweiz zu einem Kooperationsmodell zusammengeschlossen und die Sucht Schweiz mandatiert, Präventionsmassnahmen zu konzipieren und umzusetzen. Dabei wurden im Jahr 2014 folgende Leistungen erbracht: Website www.sos-spielsucht.ch / Online-Beratung und Telefonische Helpline 0800 040 080 / Sensibilisierung der Migrationsbevölkerung mittels Flyer in diversen Sprachen / Kampagne / Forschungsprojekte / Modul Glücksspiel für Jugendliche auf Feel-ok.ch und Tschau.ch / Finanzierung einer Rubrik Glücksspiel auf www.praxis-suchtmedizin.ch. 2. Aufbau eines kantonalen Fachzirkels von Suchtberatern (unter der Leitung der Perspektive Region Solothurn-Grenchen), die sich auf Geldspielsucht spezialisiert haben, sich in diesem Rahmen regelmässig weiterbilden und austauschen. 3. Beitrag an die Schuldenberatung AG-SO für Leistungen im Bereich der Geldspielsuchtberatung. Die Schuldenberatung ist im Kanton Solothurn die Beratungsstelle, die bis anhin am meisten Spielsüchtige erreicht (u.a. mittels spezifischen Flyern in Casinos) und unterstützt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	375'549 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-13'588 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	361'961 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton SO

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Verein Schuldenberatung Aargau-Solothurn	87'500		x	17'500	70'000			
Sucht Schweiz Beitrag 2013	33'537	x		15'621		'260		17'656
Perspektive Region Solothurn-Grenchen, 4500 Solothurn	11'700		x	3'900			7'800	
Perspektive Region Solothurn-Grenchen, 4500 Solothurn	15'000		x	10'000			5'000	
TOTAL Beiträge	147'737			47'021	70'000	'260	12'800	17'656

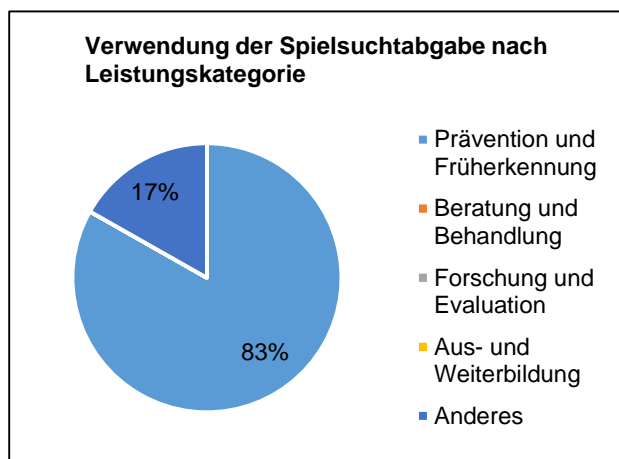
Kanton St. Gallen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	204'400 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	51'700 CHF
Differenz	152'700 CHF

Kontakt

Herbert Bamert
 Kantonsärztlicher Dienst
 Gesundheitsdepartement
 Oberer Graben 32
 9001 St. Gallen
 Telefon: 058 229 43 48
 Fax: 058 229 35 52
 E-Mail: herbert.bamert@sg.ch
 Internet: www.gesundheit.sg.ch



Erläuterung des Kantons St. Gallen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton St. Gallen ist mit weiteren fünf Kantonen (AI, AR, GL, GR, TG) Gründungsmitglied des Interkantonalen Spielsuchtprojekts Ostschweiz zur Prävention und Bekämpfung der Spielsucht. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Zudem arbeitet das Ostschweizer Projekt in verschiedenen Bereichen eng mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Der Fondsbestand stellt sicher, dass bei Bedarf grössere Projekte auf kantonaler wie auch auf interkantonomer Ebene realisiert umgesetzt werden können.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	1008'448 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	-'873 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	152'700 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	1160'275 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton SG

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Zahlung an PTG (davon *nicht beansprucht Fr. 8'682.44)	51'700	x		43'018				8'682
PTG interner Spielsuchtfonds, Anteil St.Gallen (46.6%)								
Bestand am 01.01.2014.....7'856.71								
*nicht beanspruchte Mittel.....8'682.44								
Bestand am 31.12.201416'539.15								
TOTAL Beiträge	51'700			43'018	'0	'0	'0	8'682

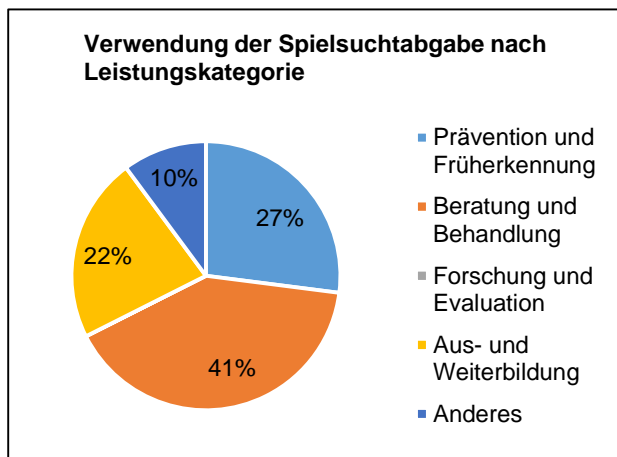
Kanton Thurgau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	94'714 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	59'200 CHF
Differenz	35'514 CHF

Kontakt

Judith Hübscher Stettler
 Amt für Gesundheit
 Departement für Finanzen und Soziales
 Zürcherstrasse 194 a
 8510 Frauenfeld
 Telefon: 058 345 68 68
 Fax: 058 345 68 61
 E-Mail: judith.huebscher@tg.ch
 Internet: www.gesundheit.tg.ch



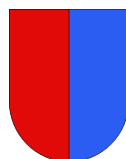
Erläuterung des Kantons Thurgau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Thurgau zur Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen der Glücksspielsucht eingesetzt, insbesondere im Bereich Information, Behandlung und Beratung von Betroffenen und Angehörigen. Dies geschieht hauptsächlich über die Helpline und E-Mail-Beratung des interkantonalen Glücksspielprojekts Ostschweiz "SOS Spielsucht" und über die regionalen Suchtfachstellen der Perspektive Thurgau, welche sicherstellen müssen, dass in jeder Fachstelle dieses Beratungssegment fachlich jederzeit kompetent abgedeckt ist. Für finanzielle Beratungen im Zusammenhang mit Geldspielsucht erhält die Budgetberatungsstelle einen Strukturbeitrag im Umfang von rund 10% der aktuellen Mittelvergabe. Die Mittelausgaben blieben 2014 unter den Erwartungen, da keine Projekte an den Spielsuchtfonds eingereicht wurden. Per Ende 2014 wurde im Kanton Thurgau ein neues Suchtkonzept 2015-2020 durch den Regierungsrat verabschiedet. Die Spielsucht wird dort im Handlungsfeld "Prävention und Früherkennung" genannt. Neben dem Aufbau von zusätzlichen präventiven Angeboten für neu auftretende Suchthematiken sowie deren Evaluation, sollen auch Angebote zur unspezifischen Gesundheitsförderung, idealerweise in einem Mehrebenen-Ansatz, geschaffen werden. Auch die Weiterbildung von Fachpersonen sowie eine breit zugängliche und aktuelle Wissensgrundlage werden künftig einen hohen Stellenwert haben. Diese strategische Ausrichtung wird im Grundsatz auch für die Mittelverwendung im Zusammenhang mit der Glücksspielsucht zur Anwendung kommen.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	287'265 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	1'436 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	35'514 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	324'215 CHF

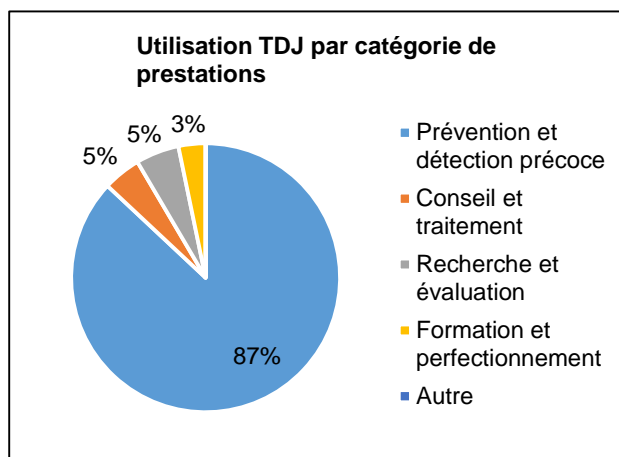
Cantone Ticino



Part de la TDJ 2013	199'325 CHF
Total dépenses du canton en 2014	215'000 CHF
Différence	-15'675 CHF

Contact

Fondo gioco patologico
 Giorgio Stanga
 Ufficio fondi Swisslos e Sport-toto
 Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport
 Residenza governativa
 6501 Bellinzona
 Téléphone: +41 91 814 34 13
 Fax: +41 91 814 44 20
 E-Mail: decs-uf@ti.ch
 Internet: www.ti.ch/giocopatologico



Commentaire du canton du Ticino au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Nel 2011 il Cantone Ticino ha formalizzato un accordo di collaborazione con il Gruppo Azzardo Ticino - Prevenzione (GAT-P) per la gestione della Rete di prevenzione del gioco d'azzardo patologico; la gestione sul piano cantonale in quest'ambito è quindi assicurata dal GAT-P, che coordina progetti e attività di sensibilizzazione e offre sostegno ai giocatori eccessivi e alle loro famiglie. A Telefono Amico Ticino e Grigioni Italiano è invece concesso un contributo annuo per la gestione del Servizio di ascolto 143, con particolare riferimento all'attività di prevenzione dei disagi legati al gioco patologico. Nel 2013 la Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana ha realizzato lo studio "I giovani e il gioco d'azzardo in Ticino. Analisi delle abitudini di gioco dei giovani tra i 14 e i 25 anni a livello cantonale". Sulla scorta dei dati emersi il Cantone ha promosso nelle scuole professionali una campagna di sensibilizzazione (anni scolastici 2014-15 e 2015-16).

Il Cantone Ticino, considerata la sua "particolare" situazione (sia dal punto di vista geografico, sia da quello linguistico), non ha aderito ad alcun programma inter-cantonale di prevenzione e lotta contro la dipendenza dal gioco.

Il nostro Cantone collabora in ogni caso con i vari enti attivi nelle altre regioni della Svizzera; nel 2010-11, ad esempio, è stata organizzata una campagna di sensibilizzazione sul gioco patologico d'intesa con il GREA e l'ISPA (oggi Dipendenze Svizzera).

I costi amministrativi e di gestione del Fondo gioco patologico sono a carico dal Fondo Swisslos.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2014	400'360 CHF
Intérêts/Frais administratifs	-3'334 CHF
Affectations/Prélèvements 2014	-15'675 CHF
Etat du fonds au 31.12.2014	381'351 CHF

TDJ versée par le canton du TI en 2014

Institution / motif du versement	Montant	S	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
GAT-P - Gestione rete prevenzione 2013 (saldo)	30'000	x		24'000	2'100	2'400	1'500	
GAT-P - Gestione rete prevenzione 2014 (1a rata)	60'000	x		48'000	4'200	4'800	3'000	
GAT-P - Gestione rete prevenzione 2014 (2a rata)	50'000	x		40'000	3'500	4'000	2'500	
Ass. Telefono Amico - Gestione servizio ascolto 2013 (saldo)	10'000	x		10'000				
Ass. Telefono Amico - Gestione servizio ascolto 2014 (1a rata)	25'000	x		25'000				
Radix Svizzera Italiana - Prog. prevenz. scuole profess. (1a rata)	40'000		x	40'000				
TOTAL	215'000			187'000	9'800	11'200	7'000	0

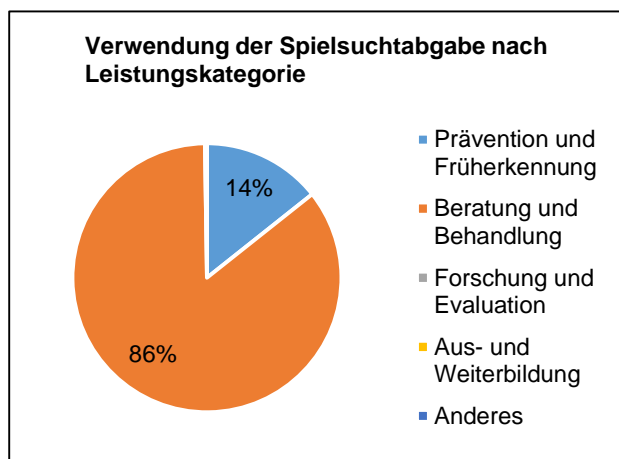
Kanton Uri



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	14'147 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	13'537 CHF
Differenz	'610 CHF

Kontakt

Vorsteher Amt für Soziales
 Werner Danioth
 Amt für Soziales
 Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion
 Klausenstrasse 4
 6460 Altdorf
 Telefon: 041 875 21 52
 Fax: 041 875 21 54
 E-Mail: werner.danioth@ur.ch
 Internet: www.ur.ch



Erläuterung des Kantons Uri über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe im Kanton Uri wird hauptsächlich für die Beratung und die Früherkennung und Prävention von Spielsucht eingesetzt. Die Beiträge gehen an die Suchtberatungsstelle kontakt uri und an Sucht Schweiz.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	34'690 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	'610 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	35'300 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton UR

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Sucht Schweiz/Spielsucht prävention	3'537		X	1'676		'28		
Kontakt Uri	10'000	X			10'000			
TOTAL Beiträge	13'537			1'676	10'000	'28	'0	'0

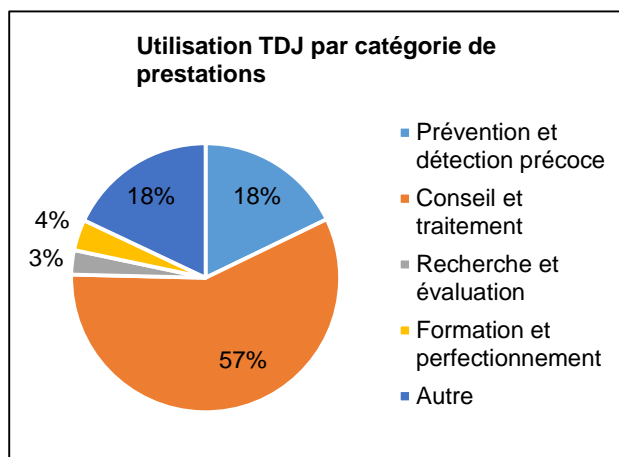
Canton du Valais



Part de la TDJ 2013	373'457 CHF
Total dépenses du canton en 2014	310'209 CHF
Différence	63'248 CHF

Contact

Fonds pour la lutte contre la dépendance au jeu
 Laurent Léger
 Service de l'industrie, du commerce et du travail
 Département de l'économie, de l'énergie et du territoire
 Av. du Midi 7
 Case postale: 478
 1950 Sion
 Téléphone: 027 606 73 14
 Fax: 027 606 73 37
 E-Mail: l.leger@admin.vs.ch
 Internet: www.vs.ch/sict



Commentaire du canton du Valais au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Valais, le 0.5% du bénéfice de la loterie romande est versé dans un fonds cantonal de lutte contre la dépendance au jeu, lequel est rattaché administrativement au Service de l'industrie, du commerce et du travail. Ce fonds est géré par une commission qui regroupe le chef du Service de l'industrie, le chef du Service de l'action sociale, le médecin cantonal ainsi qu'un collaborateur du Service de l'enseignement en charge de la prévention dans les écoles. Actuellement, ce fonds participe au financement du programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ). De plus, il sert à financer les deux mandats de prestation qui ont été signés avec Addiction Valais et Caritas Valais. La qualité du travail effectué sur le terrain par ces deux institutions est à souligner.

Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2014	944'943 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2014	63'248 CHF
Etat du fonds au 31.12.2014	1008'190 CHF

TDJ versée par le canton du VS en 2014

Institution / motif du versement	Montant	S	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
Caritas Valais	50'000	x			50'000			
Addiction Valais	200'000	x		55'332	68'295	9'078	11'540	55'755
Programme intercantonal (PILDJ)	60'209	x			60'209			
TOTAL	310'209			55'332	178'504	9'078	11'540	55'755

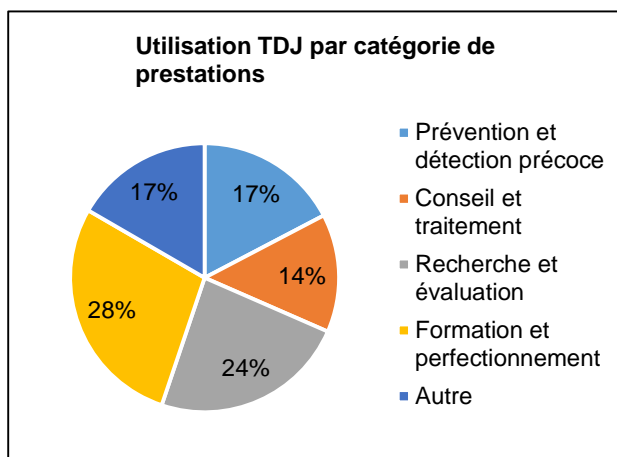
Canton de Vaud



Part de la TDJ 2013	727'141 CHF
Total dépenses du canton en 2014	727'141 CHF
Différence	0 CHF

Contact

Dr. Tania Larequi
 Service de la santé publique
 DSAS
 Av. des Casernes 4
 1014 Lausanne
 Téléphone: 021 316 44 66
 E-Mail: tania.larequi@vd.ch



Commentaire du canton de Vaud au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

1) PILDJ (programme intercantonal de lutte contre le jeu excessif): autre: CHF 38'375 destinés au pilotage et à la coordination du PILDJ.

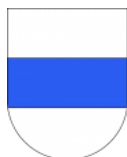
Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2014	0 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2014	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2014	0 CHF

TDJ versée par le canton de VD en 2014

Institution / motif du versement	Montant	S	P	Prévention et détection précoce	Conseil et traitement	Recherche et évaluation	Formation et perfectionnement	Autre
PILDJ	152'390	x	x	5'294	'0	68'290	38'236	40'569
Centre de lutte contre le jeu excessif (CJE)	574'751	x	x	120'698	103'455	103'455	166'678	80'465
TOTAL	727'141			125'992	103'455	171'745	204'914	121'034

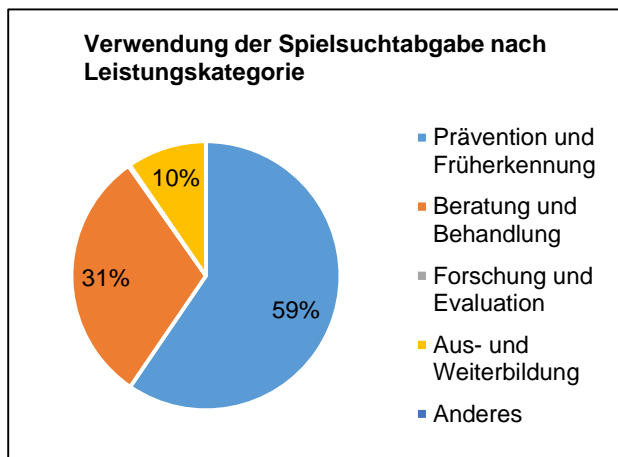
Kanton Zug



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	52'571 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	52'142 CHF
Differenz	'429 CHF

Kontakt

Abteilungsleiterin Suchtberatung
 Judith Halter
 Amt für Gesundheit
 Aegeristrasse 56
 6300 Zug
 Telefon: 041 728 39 39
 Fax: 041 728 39 40
 E-Mail: judith.halter@zg.ch
 Internet: www.zg.ch/gesund



Erläuterung des Kantons Zug über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Zug hauptsächlich zur Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Geldspielkonsums eingesetzt, insbesondere zur Prävention und Behandlung der Glückspielsucht. Gemäss Zuger Kantonsratsentscheid wird der gesamte Betrag dem Gesundheitsamt des Kantons Zug (ab 1.1.2015 Amt für Gesundheit) überwiesen, welches für die Verwendung der Gelder zuständig ist. Im Berichtsjahr 2014 flossen 25 % der zugesprochenen Gelder an Sucht Schweiz, welche aufgrund eines Leistungsvertrages (Interkantonale Vereinbarung) Massnahmen im Bereich Glückspiel-Prävention plant und umsetzt. Aus diesen Geldern weist Sucht Schweiz für den Kanton Zug per 31.12.2014 ein Guthaben von 14'816.--. Das Restguthaben 2014 wird für die Kampagne 2015 eingesetzt. Fr. 16'000.-- (ca. 30%) der Gelder wurden der Abteilung Suchtberatung zugewiesen, welche im Berichtsjahr insgesamt 20 Personen (16 Betroffene, 4 Angehörige) im Bereich Spielsucht beraten hat. Ein Mitarbeiter der Suchtberatung arbeitet beim Aufbau und der inhaltlichen Erarbeitung der Website www.praxis-suchtmedizin.ch aktiv mit. Aktuell ist dort ein Kapitel zum Thema Glückspielsucht in Erarbeitung. Fr. 18'000.-- (ca. 35%) wurden der Abteilung Kinder- und Jugendgesundheit gutgeschrieben. Diese Gelder wurden für die Umsetzung von Präventionsmassnahmen in Schulen (Implementierung Freelance, Erarbeitung von Workshops zu den Themen Online- und Spielsucht, Durchführung in Schulen) eingesetzt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	0 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	'429 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	'429 CHF

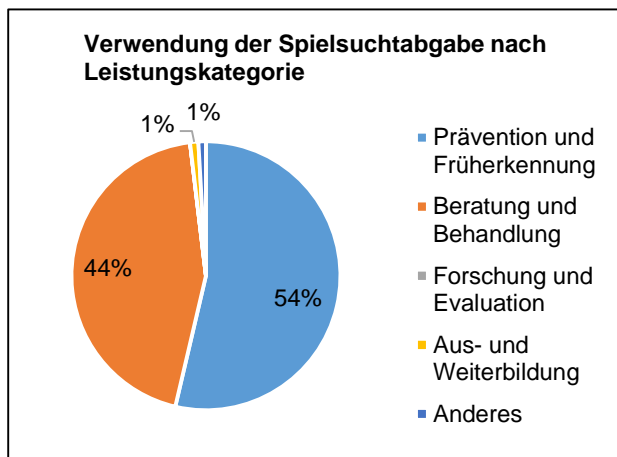
Kanton Zürich



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2013	598'353 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2014	702'142 CHF
Differenz	-103'789 CHF

Kontakt

Lic. iur. Peter Schärer
 Generalsekretariat
 Sicherheitsdirektion des Kantons Zürich
 Neumühlequai 10
 8090 Zürich
 Telefon: 043 259 21 20
 Fax: 043 259 51 36
 E-Mail: peter.schärer@ds.zh.ch



Erläuterung des Kantons Zürich über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das Konzept des Kantons Zürich zur Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht, insbesondere Lotteriespielsucht im Kanton Zürich, wurde vom Regierungsrat des Kantons Zürich am 12. Januar 2011 genehmigt (RRB Nr. 36/2011). Das Konzept umfasst den Aufbau und den Betrieb eines Zentrums für Spielsucht und andere Verhaltenssuchte. Als Trägerin des Zentrums wurde Radix, Schweizer Kompetenzzentrum für Gesundheitsförderung und Prävention, Zürich, verpflichtet. Als notwendige Massnahmen sieht das Konzept die zwei Handlungsebenen Prävention und Behandlung vor. Radix führt eine Abteilung Prävention, die sich mit allgemeinen Anfragen zum Thema Spielsucht, Kampagnen, Sensibilisierungsarbeiten sowie Schulungen zur Prävention und Früherkennung befasst, sowie eine Abteilung Behandlung, die Betroffene und ihr Umfeld berät und behandelt. Das Zentrum zeichnet sich in beiden Bereichen durch eine hohe Professionalität und Fachkompetenz aus. Deshalb wurden die Leistungsvereinbarungen zwischen Kanton und Radix bis 31. März 2016 erneuert. Fondsmittel können auch eingesetzt werden, um weitere Projekte zur Bekämpfung der Lotteriespielsucht zu finanzieren. 2014 wurden neben dem Betrieb von Radix für Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht ein Symposium in Neuchâtel über Glücksspielsucht unterstützt und ein Beitrag für die Kampagne "Präventionslos" geleistet. Zudem wurde dem Institut für Sozial- und Präventivmedizin der Universität Zürich (heute Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention (EBPI) für Formulierung, Begleitung und Kontrolle des Leistungsauftrags des Zentrums für Spielsucht ein anteilmässiger Beitrag ausbezahlt.

Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2014	2327'467 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	52'368 CHF
Zuweisung/Entnahme 2014	-103'789 CHF
Fondsbestand am 31.12.2014	2276'046 CHF

Spielsuchtabgabe-Beiträge 2014, Kanton ZH

Institution/Zahlungszweck	Betrag	B	P	Prävention und Früherkennung	Beratung und Behandlung	Forschung und Evaluation	Aus- und Weiterbildung	Anderes
Radix (Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht)	570'000	x		258'000	312'000			
Radix (Kampagne Präventionslos)	118'810		x	118'810				
Symposium Neuchatel	7'000		x				7'000	
Leistungen Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention	6'332	x						6'332
TOTAL Beiträge	702'142			376'810	312'000	0	7'000	6'332

Annexe

Catégories – Définitions et liste d'exemples (extrait du guide d'utilisation)

Le formulaire de rapport prévoit cinq catégories de prestations auxquelles peuvent être attribuées les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu. Les définitions des catégories ci-après ainsi que la liste d'exemples (non exhaustive) vous aideront à affecter les montants à la bonne catégorie

Catégorie 1: prévention et détection précoce	
Définition:	Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui visent à prévenir les conséquences sociales néfastes de la consommation des jeux d'argent, en particulier le développement d'une addiction à ces derniers, ou à détecter de façon précoce un problème de jeux d'argent ou de dépendance à ceux-ci.
Exemples:	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Campagnes et actions de sensibilisation ▪ Conception, élaboration et distribution de matériel de prévention ▪ Mise en place et exploitation de helplines gratuites (priorité: dépistage précoce/orientation vers des institutions de conseil et de traitement) ▪ Développement d'un concept (inter)cantonal de prévention
Catégorie 2: conseil et traitement	
Définition:	Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui fournissent un traitement thérapeutique adapté aux personnes souffrant d'un problème de jeux d'argent ou d'une addiction à ceux-ci, favorisent leur intégration sociale ou font partie intégrante de leur suivi.
Exemples:	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place et exploitation d'institutions spécialisées dans le conseil et le traitement de la dépendance aux jeux d'argent ▪ Contributions à des institutions thérapeutiques (p. ex. cliniques psychiatriques), destinées à (co)financer des services de conseil et de traitement spécialisés dans la dépendance aux jeux d'argent ▪ Contributions à des institutions qui mettent en œuvre des mesures importantes pour accompagner les personnes traitées pour jeu pathologique (p. ex. services de conseil en matière d'endettement)
Catégorie 3: recherche et évaluation	
Définition:	Institutions et projets financés par la taxe sur la dépendance au jeu qui améliorent les connaissances scientifiques sur le phénomène d'addiction aux jeux d'argent, ou collectent des données permettant d'évaluer les mesures financées par ladite taxe.
Exemples:	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etudes cantonales / intercantionales sur la prévalence ▪ Evaluation de campagnes
Catégorie 4: formation et perfectionnement	
Définition:	Mesures de formation et de perfectionnement financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui enseignent à des spécialistes ou à des bénévoles les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour contribuer à la prévention de la dépendance au jeu et au traitement de cette addiction.
Exemples :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evénements de sensibilisation ou de formation des spécialistes et des acteurs-pivots (p. ex. conseillers en matière d'endettement, enseignants) ▪ Organisation et tenue de séminaires spécialisés et de congrès sur le thème de la dépendance aux jeux d'argent ▪ Mesures visant à intégrer la thématique du jeu pathologique dans différents cursus de formation
Catégorie 5: autre	
Définition:	Catégorie réunissant toutes les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui ne peuvent pas être affectées clairement à l'une des quatre autres catégories de prestations.